



CONSEIL NATIONAL
DE PRODUCTIVITÉ

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE

Complément au cinquième rapport annuel

Un monde en mutation
*Productivité, compétitivité
et transition numérique*

AVRIL 2025

PRÉSENTATION

Le Conseil de l'Union européenne a adopté en septembre 2016 une recommandation sur la création de conseils nationaux de productivité dans chaque État membre de la zone euro. Ces conseils sont chargés d'analyser le niveau et l'évolution de la productivité et de la compétitivité de leur économie relativement à celles des autres États membres, ainsi que les politiques susceptibles d'avoir une incidence sur ces deux volets. L'analyse de la compétitivité couvre l'évolution des prix et des coûts, la formation des salaires tout comme les aspects de compétitivité hors prix.

Institué le 23 juin 2018, le Conseil national de la productivité (CNP) français siège au sein de France Stratégie. Présidé par Natacha Valla et composé de quinze experts indépendants, le CNP procède à des analyses indépendantes et renforce le dialogue au niveau national sur ces sujets. Chaque année, le CNP publie un rapport sur des thèmes en lien avec la productivité et la compétitivité en France. À chaque rapport annuel est attaché un tableau de bord statistique.

Le tableau de bord statistique présenté dans ce document contient 68 graphiques qui couvrent les sept domaines suivants : (i) productivité ; (ii) compétitivité ; (iii) démographie des entreprises ; (iv) dynamisme des entreprises ; (v) investissements des entreprises dans les TIC ; (vi) contraintes pesant sur les entreprises ; et désormais (vii) les entreprises face aux défis environnementaux. Chaque domaine peut affecter, directement ou indirectement, la productivité du travail et/ou la compétitivité des entreprises comme résumé dans le schéma suivant.

Canaux de transmission de la productivité et compétitivité

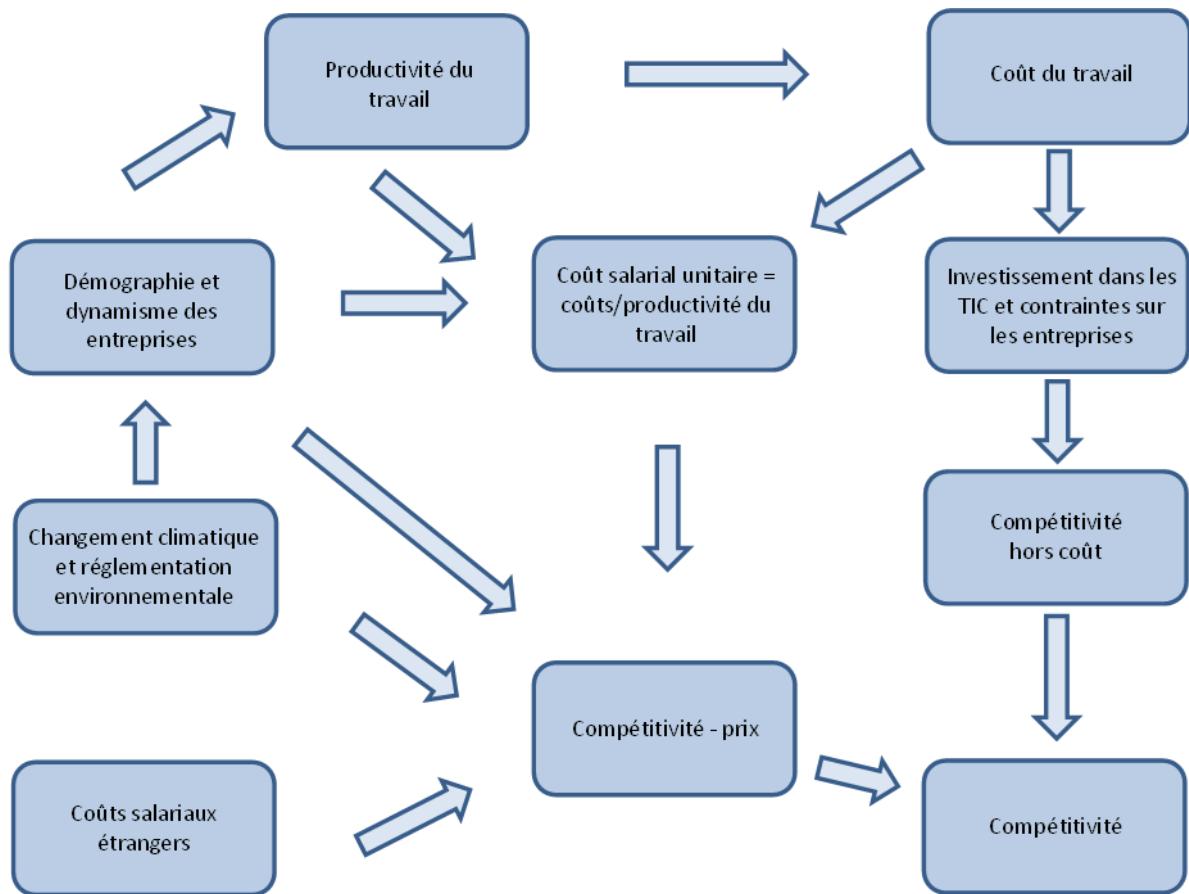


TABLE DES MATIÈRES

Productivité	9
1. Valeur ajoutée moyenne par heure travaillée, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA	9
2. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par heure travaillée.....	10
3. Valeur ajoutée moyenne par actif occupé, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA	11
4. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par actif occupé	11
5. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par actif occupé	12
6. PIB par habitant, prix constants en USD 2017, PPA.....	12
7. Heures travaillées par habitant	13
8. Écart des heures travaillées par rapport aux États-Unis, en points de pourcentage.....	13
9. Taux d'emploi des 15-64 ans, en %.....	14
10. Taux d'emploi des seniors (60-64 ans), en %.....	15
11. Taux d'emploi des moins diplômés en 2021 (25-64 ans), en %.....	15
12. Taux de chômage des 15-24 ans, en %.....	16
13. Taux de chômage des 15-24 ans, en %.....	16
14. Salaires annuels moyens (2000 = 100).....	17
15. Productivité totale des facteurs (1996 = 100)	17
16. Productivité totale des facteurs : taux de croissance annuel moyen, en %	18

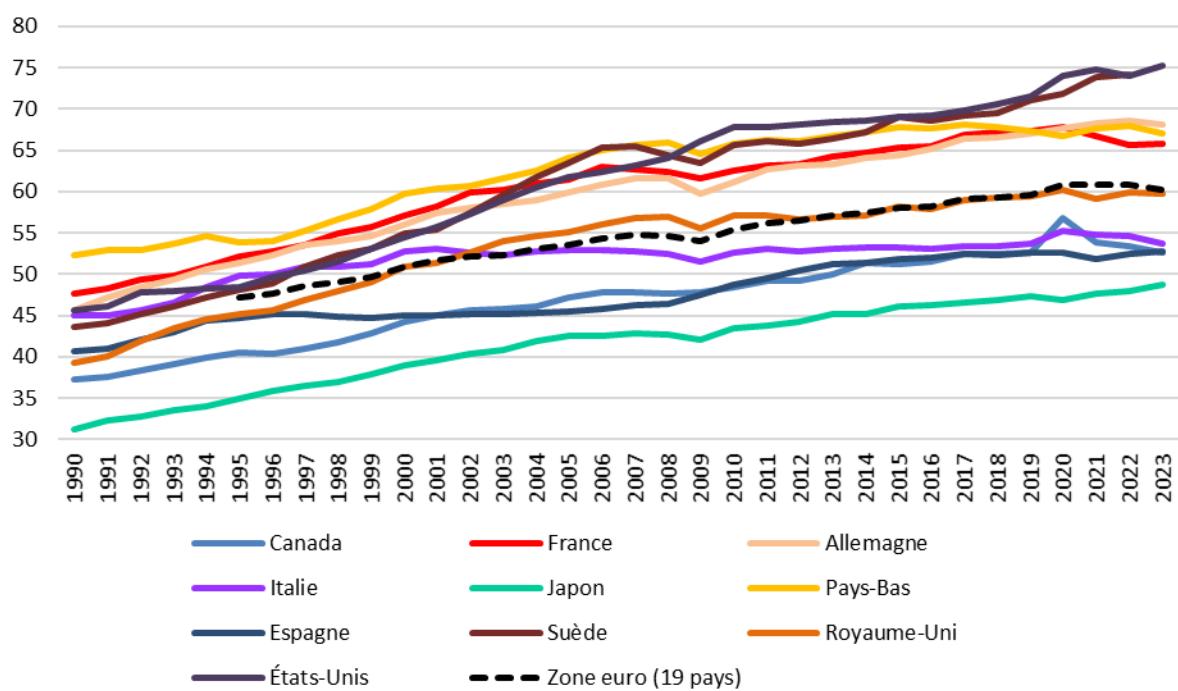
Compétitivité.....	19
17. Coûts salariaux unitaires, ensemble de l'économie (2015 = 100).....	19
18. Taux de change effectif réel, basé sur les coûts unitaires du travail (2015 = 100)	20
19. Taux de change effectif réel, basé sur l'indice des prix (2015 = 100).....	21
20. Écarts au niveau d'équilibre du taux de change effectif réel, en %	22
21. Évolution des prix à la consommation (en % glissement annuel, indices des prix harmonisés)	23
22. Évolution des prix de l'énergie (en % glissement annuel, indices des prix harmonisés)	23
23. Dispersion de l'inflation	24
24. Balance courante, en % du PIB.....	24
25. Balance courante des pays de la zone euro, en points de PIB de la zone euro.....	25
26. Balance courante de la France, en % du PIB	25
27. Balance courante de l'Allemagne, en % du PIB.....	26
28. Balance courante de l'Italie, en % du PIB.....	26
29. Balance courante de l'Espagne, en % du PIB.....	27
30. Compte courant observé et compte courant « normal » calculé par le FMI dans le cadre de l'External Balance Assessment, en % du PIB	27
31. Position extérieure nette, en % du PIB	28
32. Parts de marché des exportations de biens et services en valeur, en % du commerce mondial	28
33. Parts de marché des exportations de biens en volume, en % du commerce mondial	29
34. Échanges de biens de la France, mesurés FAB/FAB, en milliards d'euros et en %.....	29
35. Exportations de biens de la France par secteur (2021 = 100)	30
36. Importations de biens de la France par secteur (2021 = 100).....	31
37. Échanges de services de la France, en milliards d'euros.....	32
38. Échanges de services de la France par secteur (taux de croissance par rapport à la moyenne de 2019).....	32
39. Solde des services de la France, en milliards d'euros	33
40. Indices du prix d'importation de la France des biens d'investissement (2015 = 100)	33

41. Indices du prix d'importation de la France des biens de consommation (2015 = 100)	34
42. Indices du prix d'importation de la France dans l'industrie manufacturière	35
43. Capacité et besoin de financement de la France, en % du PIB	36
44. Capacité et besoin de financement de l'Allemagne, en % du PIB	36
45. Capacité et besoin de financement de l'Italie, en % du PIB	37
46. Capacité et besoin de financement de l'Espagne, en % du PIB	37
 Démographie des entreprises	 39
47. Créations d'entreprises (2010 = 100)	39
48. Cessations d'entreprises (2010 = 100)	40
49. Taux de création, en %	40
50. Taux de disparition, en %	41
 Dynamisme des entreprises	 43
51. Dynamisme de l'emploi dans les pays européens	43
52. Dynamisme de l'emploi dans les pays européens corrigé du nombre d'employés	44
53. Démographie des entreprises (par âge, échantillon 20 ^e)	45
54. Démographie des entreprises (par âge, échantillon total)	46
55. Emploi dans les jeunes entreprises (en %, échantillon 20 ^e)	47
56. Taux de croissance médian de la taille des nouvelles entreprises	48
57. Mesures de concentration (Indice de Herfindahl-Hirschmann)	49
 Investissement des entreprises	 51
58. Évolution de la part moyenne annuelle de l'investissement dans les TIC par rapport à l'investissement total déclaré par les entreprises (toutes tailles d'entreprise)	51
59. Part moyenne de l'investissement dans les TIC en 2022 par rapport à l'investissement total déclaré par les entreprises (par taille d'entreprise)	52

Contraintes pesant sur les entreprises	53
60. Part d'entreprises industrielles déclarant des pénuries de travailleurs limitant leur production	53
61. Part d'entreprises industrielles déclarant des contraintes financières limitant leur production	54
62. Facteurs affectant les décisions d'investissement de long terme des entreprises françaises	54
Les entreprises face aux défis environnementaux	55
63. Impact du changement climatique et des bouleversements météorologiques qui en découlent sur l'activité de l'entreprise	55
64. Impact de la transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes sur l'entreprise au cours des cinq prochaines années	56
65. Développement/investissement dans des mesures visant à renforcer la résilience aux risques physiques	57
66. Investissement/mise en place d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre	58
67. Proportion d'entreprises fixant et contrôlant leurs objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre	59
68. Proportion des investissements consacrés aux mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique	59

PRODUCTIVITÉ

1. Valeur ajoutée moyenne par heure travaillée, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA



Source : OCDE

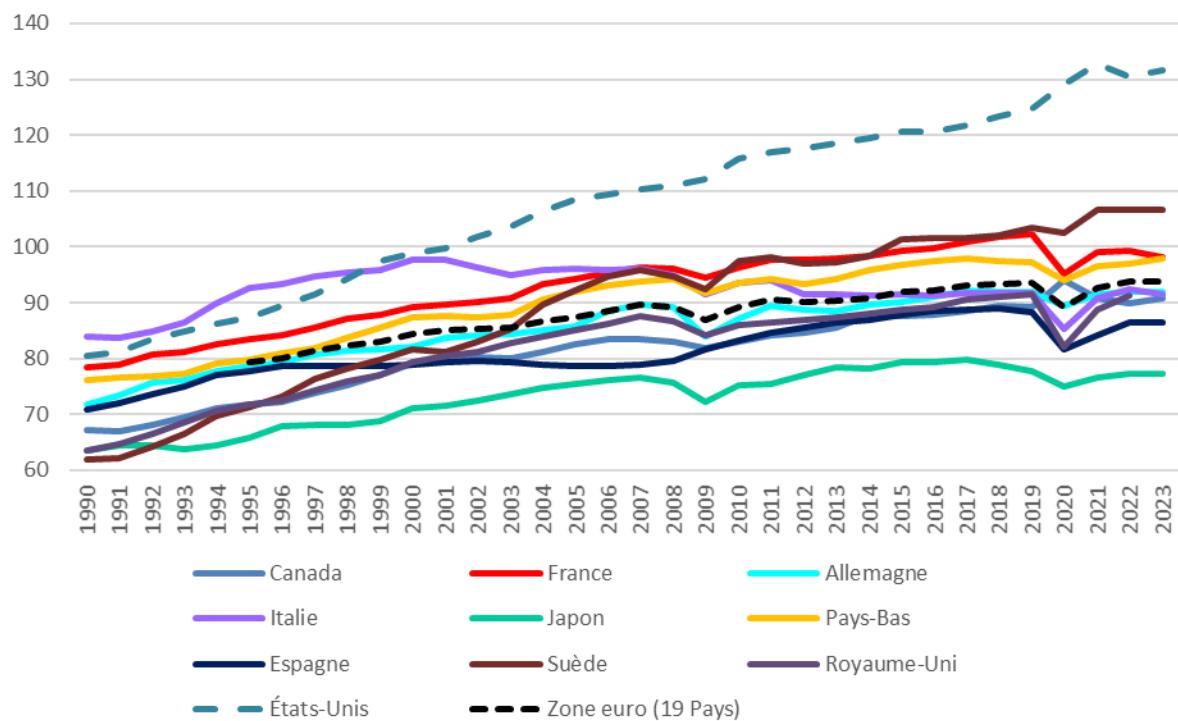
2. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par heure travaillée

	2019	2020	2021	2022	2023
Canada	0,4	7,9	-5,2	-1,1	-1,4
France	0,4	0,5	-1,5	-1,6	0,2
Allemagne	0,8	1,0	0,9	0,4	-0,6
Italie	0,5	3,1	-1,0	-0,3	-1,7
Japon	0,9	-1,0	1,7	0,8	1,4
Pays-Bas	-0,7	-1,1	1,5	0,4	-1,5
Espagne	0,6	0,0	-1,6	1,3	0,6
Suède	2,3	1,1	2,8	0,3	-1,2
Royaume-Uni	0,5	1,2	-1,7	1,2	-0,1
États-Unis	1,2	3,4	1,2	-1,1	1,6
Zone euro (19 pays)	0,7	2,1	-0,1	0,0	-0,9

Note : le PIB par heure travaillée mesure la productivité du travail et l'efficacité avec laquelle le facteur travail et autres facteurs de production sont utilisés dans le processus de production. Le facteur travail est le nombre total d'heures travaillées par l'ensemble des individus participant à la production. La productivité du travail ne reflète que partiellement celle exprimée en termes de capacités personnelles des travailleurs ou d'intensité des efforts accomplis par ces derniers. Le rapport entre la production et le facteur travail dépend pour une large part de la présence ou de l'utilisation d'autres facteurs (capital, facteurs intermédiaires, évolution technique ou organisationnelle, gain d'efficience, économies d'échelle, par exemple). Cet indicateur est mesuré en US\$ (prix constants 2015 et PPA) et indices.

Source : OCDE

3. Valeur ajoutée moyenne par actif occupé, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA



Source : OCDE

4. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par actif occupé

	2019	2020	2021	2022	2023
Canada	-0,2	5,5	-3,3	-1,1	1,0
France	0,6	-7,1	4,2	0,2	-1,0
Allemagne	0,1	-2,9	2,5	0,5	0,0
Italie	0,0	-7,0	6,3	1,9	-1,0
Japon	-1,3	-3,8	2,2	0,9	0,0
Pays-Bas	-0,3	-3,4	2,8	0,5	1,0
Espagne	-0,6	-7,5	3,0	2,6	0,0
Suède	1,4	-0,8	4,1	-0,1	0,0
Royaume-Uni	0,5	-10,2	7,9	3,0	0,0
États-Unis	1,1	3,5	2,7	-1,6	0,9
Zone euro (19 pays)	0,3	-4,6	3,9	1,2	0,0

Note : le PIB par actif employé mesure la productivité du travail soit la valeur ajoutée par unité de travail.

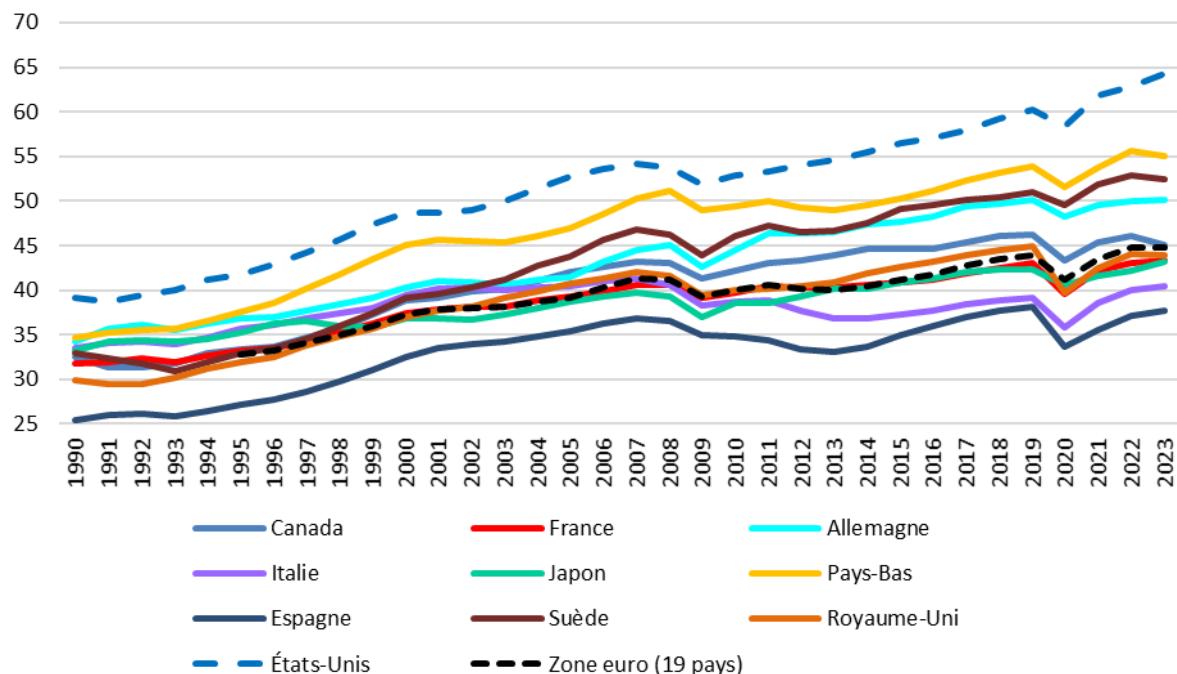
Source : OCDE

5. Taux de croissance annuel de la valeur ajoutée moyenne par actif occupé

	2019	2020	2021	2022	2023
Canada	0,4	-6,1	4,4	1,5	-2,0
France	1,4	-8,1	6,5	2,2	0,6
Allemagne	0,8	-3,8	2,6	1,1	0,4
Italie	0,7	-8,5	7,5	4,0	0,7
Japon	-0,2	-3,9	2,3	1,5	2,2
Pays-Bas	1,3	-4,4	4,3	3,5	-0,9
Espagne	1,2	-11,8	5,6	4,8	1,5
Suède	1,0	-2,9	4,8	1,9	-0,8
Royaume-Uni	1,1	-11,4	6,9	3,7	-0,5
États-Unis	1,8	-3,1	5,8	1,7	2,4
Zone euro (19 pays)	1,3	-6,2	5,3	3,0	0,1

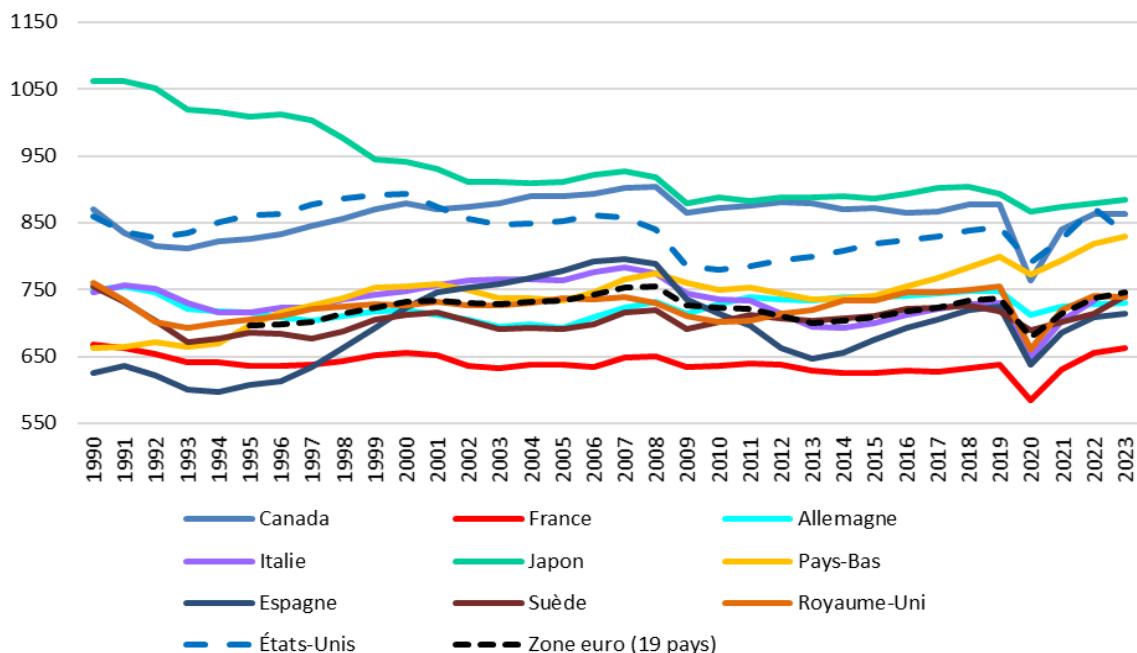
Source : Banque mondiale

6. PIB par actif occupé, prix constants en USD 2015, PPA



Source : Banque mondiale

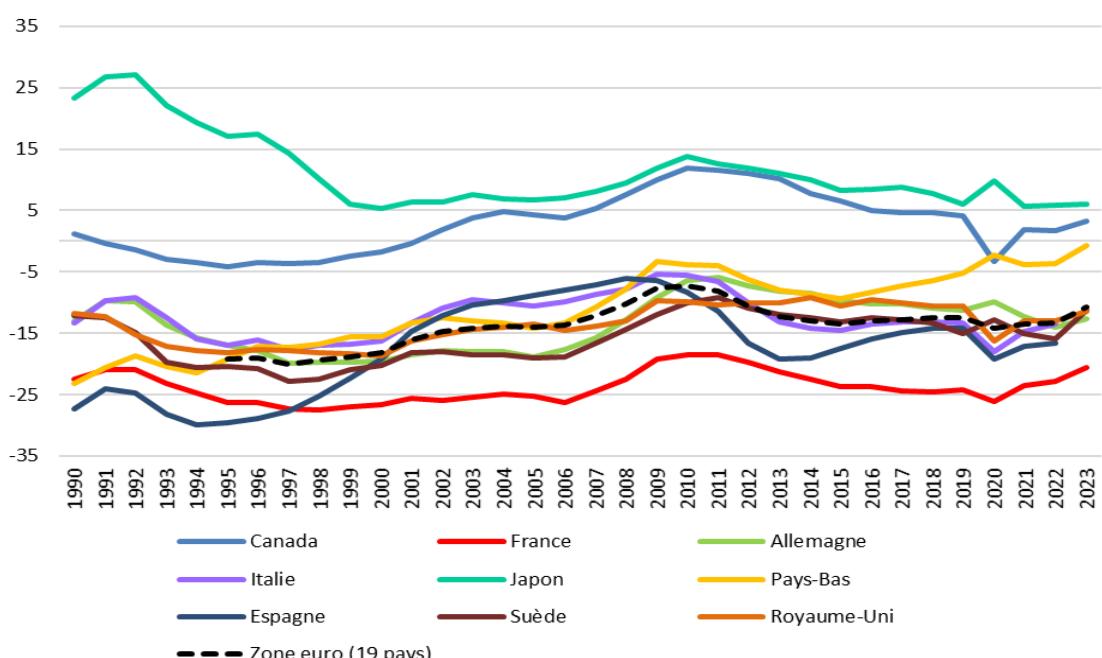
7. Heures travaillées par actif occupé



Note : le nombre moyen d'heures annuelles travaillées désigne, pour une période annuelle donnée, le nombre total d'heures travaillées divisé par le nombre d'habitants.

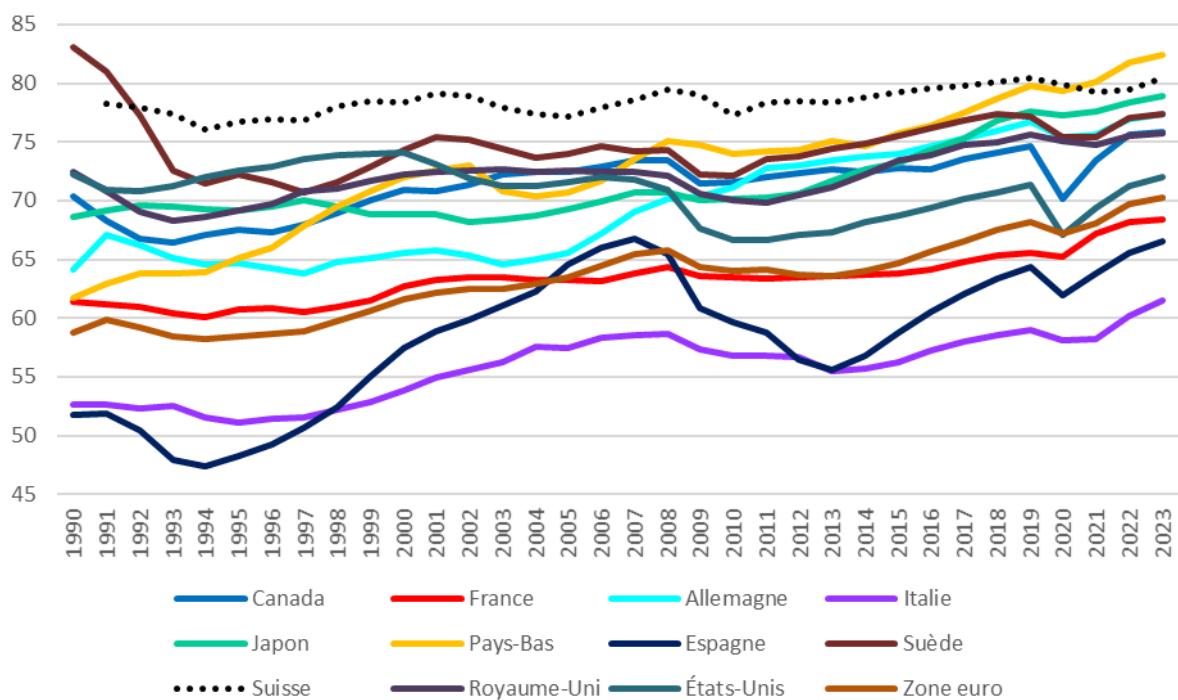
Source : OCDE

8. Écart des heures travaillées par rapport aux États-Unis, en points de pourcentage



Source : OCDE

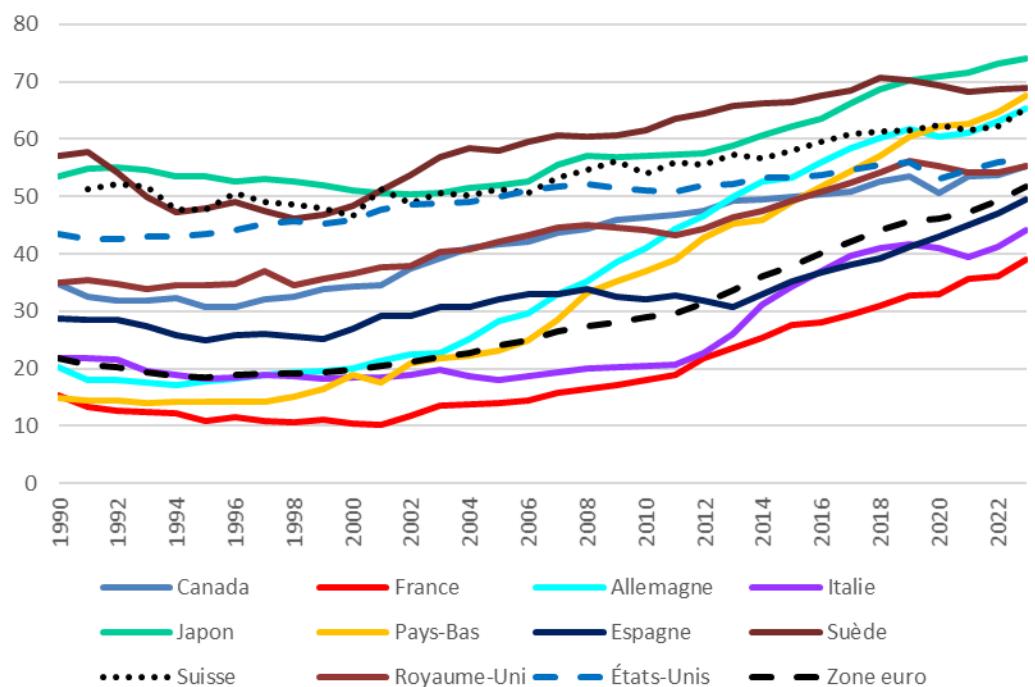
9. Taux d'emploi des 15-64 ans, en %



Note : le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. Il est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. S'il est soumis aux fluctuations du cycle économique, il est aussi, à plus long terme, influencé par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, ainsi que par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes et des catégories défavorisées. Les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes. L'OCDE considère comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans. Cet indicateur est désaisonnalisé. Il est mesuré en milliers de personnes âgées de 15 ans et plus, et en nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans en pourcentage de la population en âge de travailler.

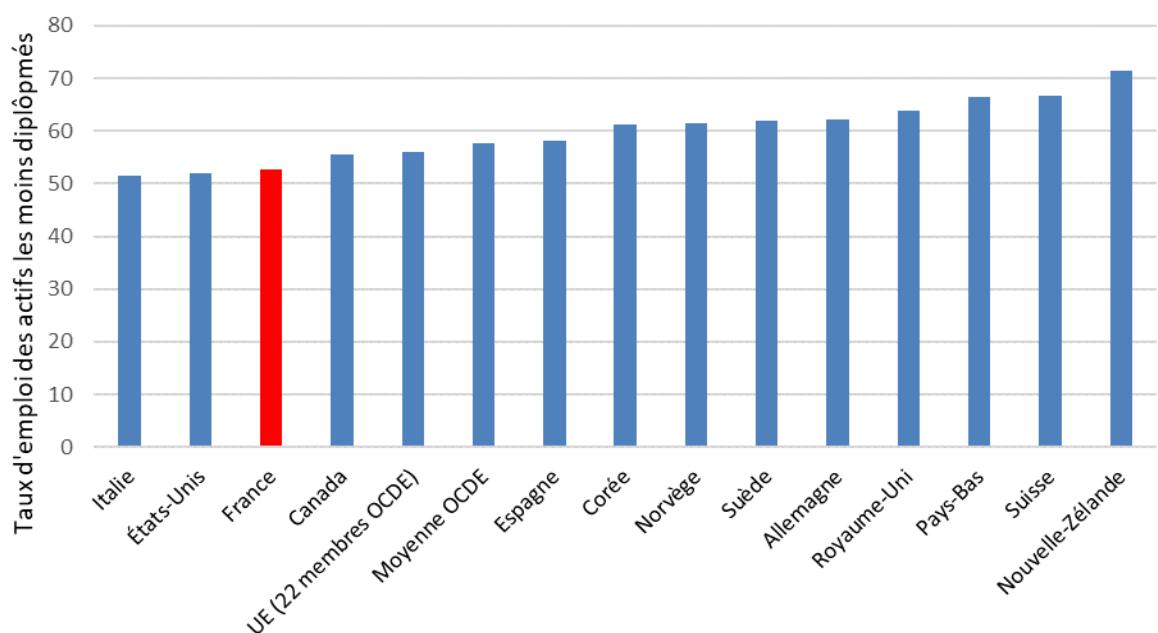
Source : OCDE

10. Taux d'emploi des seniors (60-64 ans) en %



Source : OCDE. Note : Dernière date d'observation est 2023

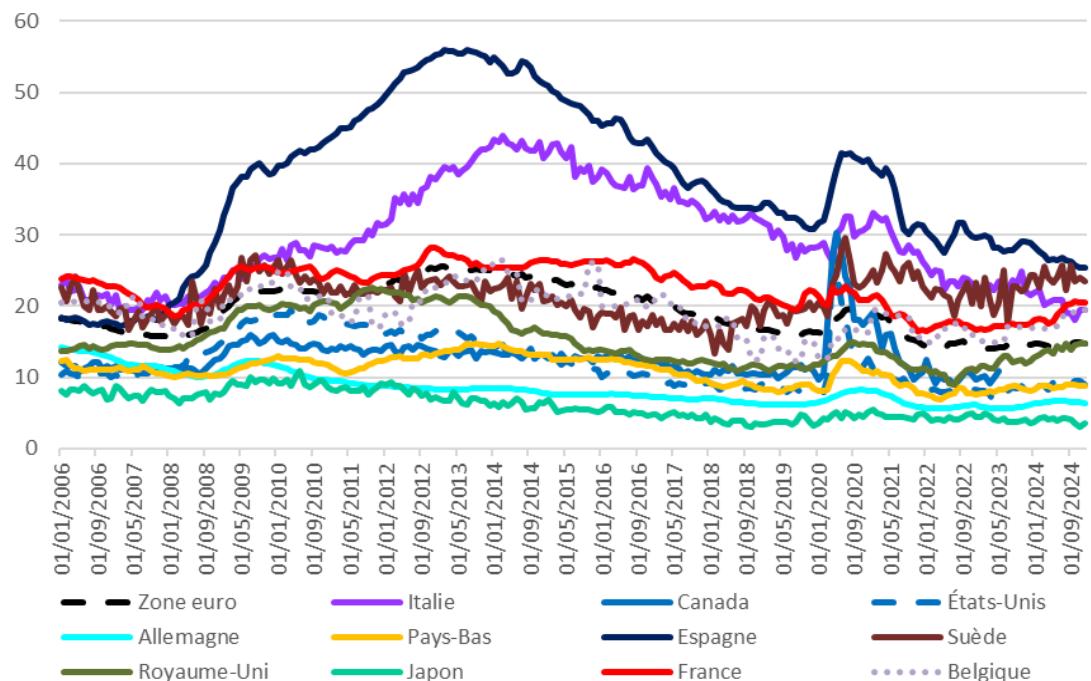
11. Taux d'emploi des moins diplômés en 2023 (25-64 ans), en %



Note : taux d'emploi des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au deuxième cycle.

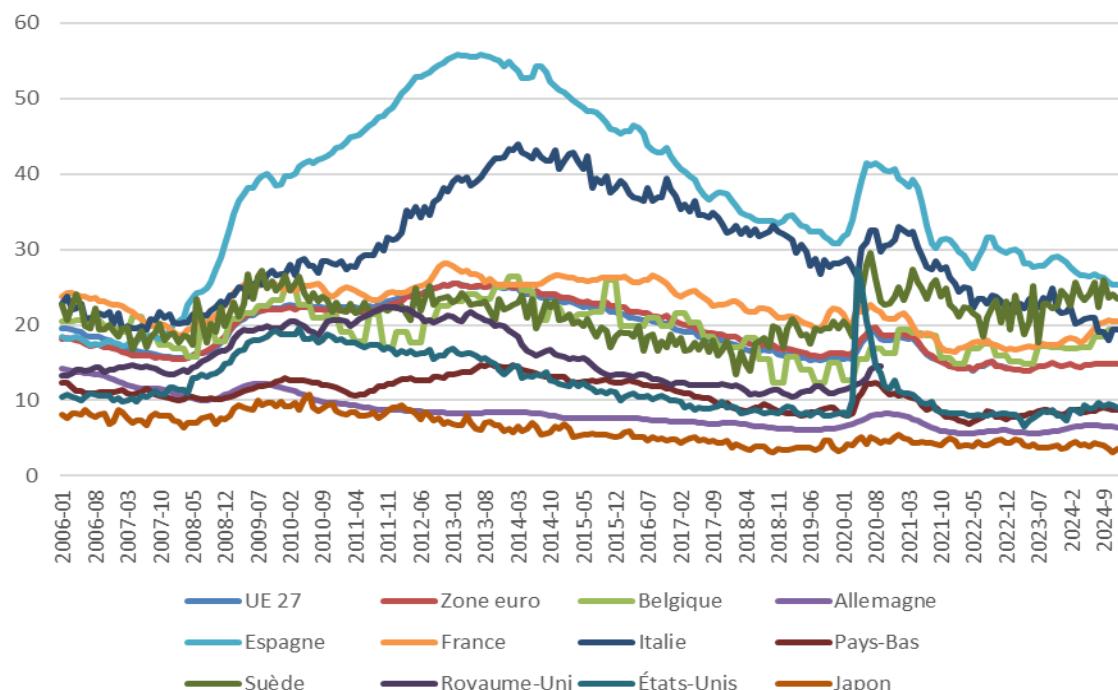
Source : OCDE

12. Taux de chômage des 15-24 ans, en %



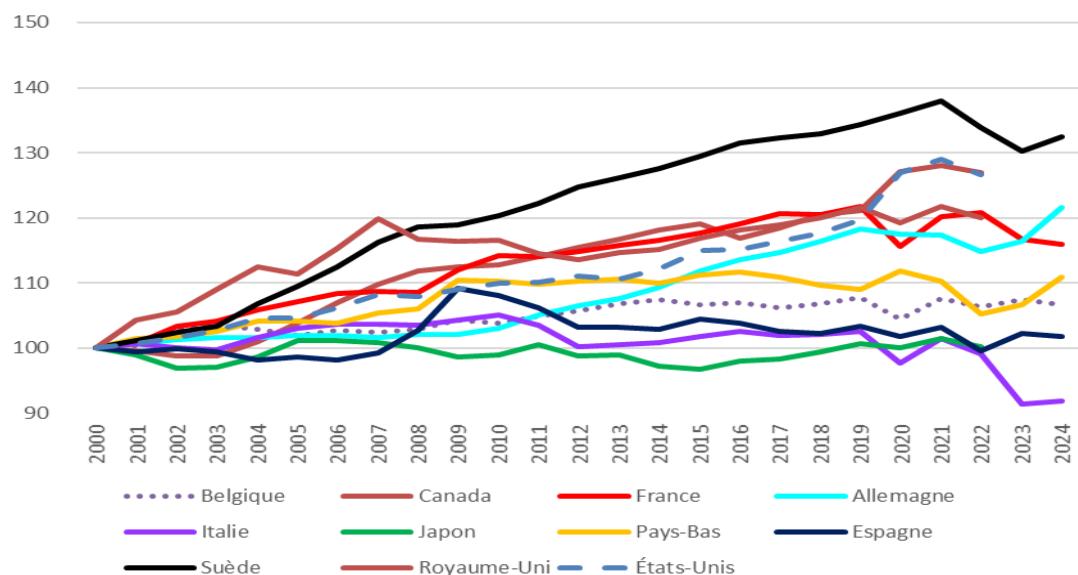
Source : OCDE

13. Taux de chômage des 15-24 ans, en %



Source : Eurostat

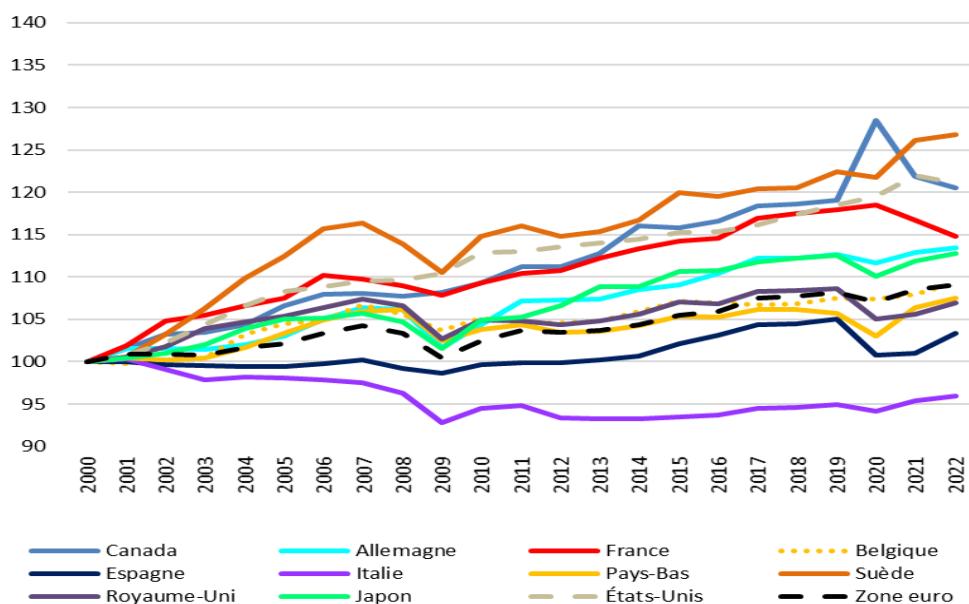
14. Salaires annuels moyens (2000 = 100)



Note : le salaire moyen est obtenu en divisant la masse salariale totale issue des comptes nationaux par le nombre moyen de salariés dans l'ensemble de l'économie, puis en multipliant le chiffre obtenu par le nombre d'heures hebdomadaires moyennes habituelles pour un salarié à temps plein rapporté à la moyenne des heures hebdomadaires travaillées pour tous les salariés. Cet indicateur est mesuré en prix constants en USD en utilisant 2022 comme année de référence et les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour la consommation privée de la même année.

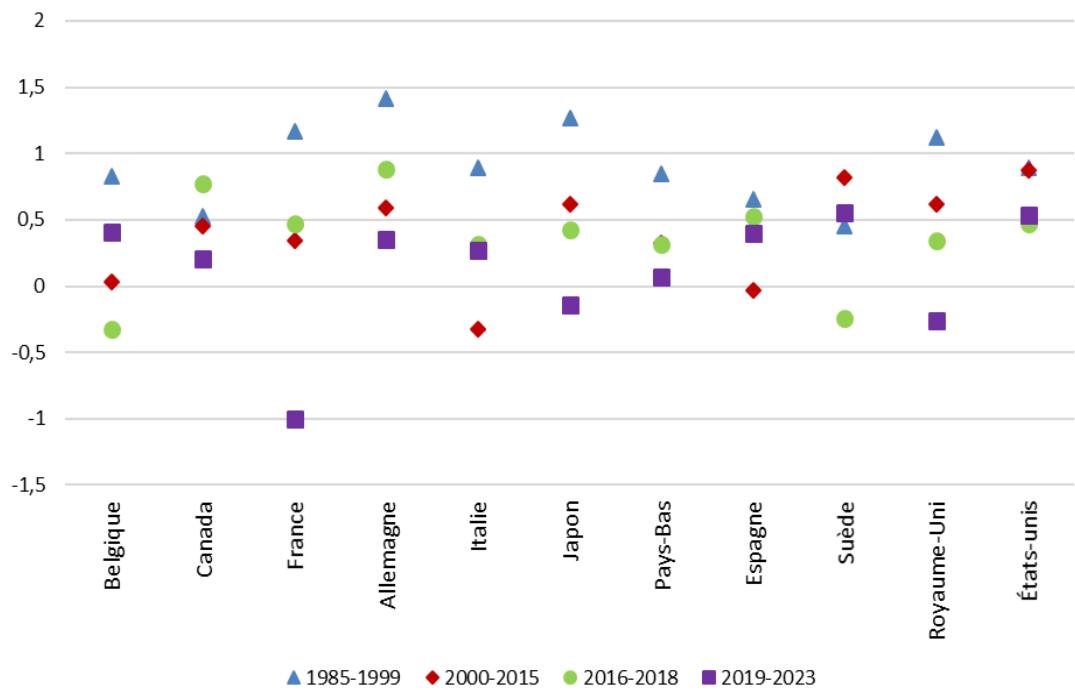
Source : OCDE

15. Productivité totale des facteurs (1996 = 100)



Source : Bergeaud A., Cette G. et Lecat R. (2016), « *Productivity trends in advanced countries between 1890 and 2012* », Review of Income and Wealth, vol. 62(3), p. 420-444

16. Productivité totale des facteurs : taux de croissance annuel moyen, en %

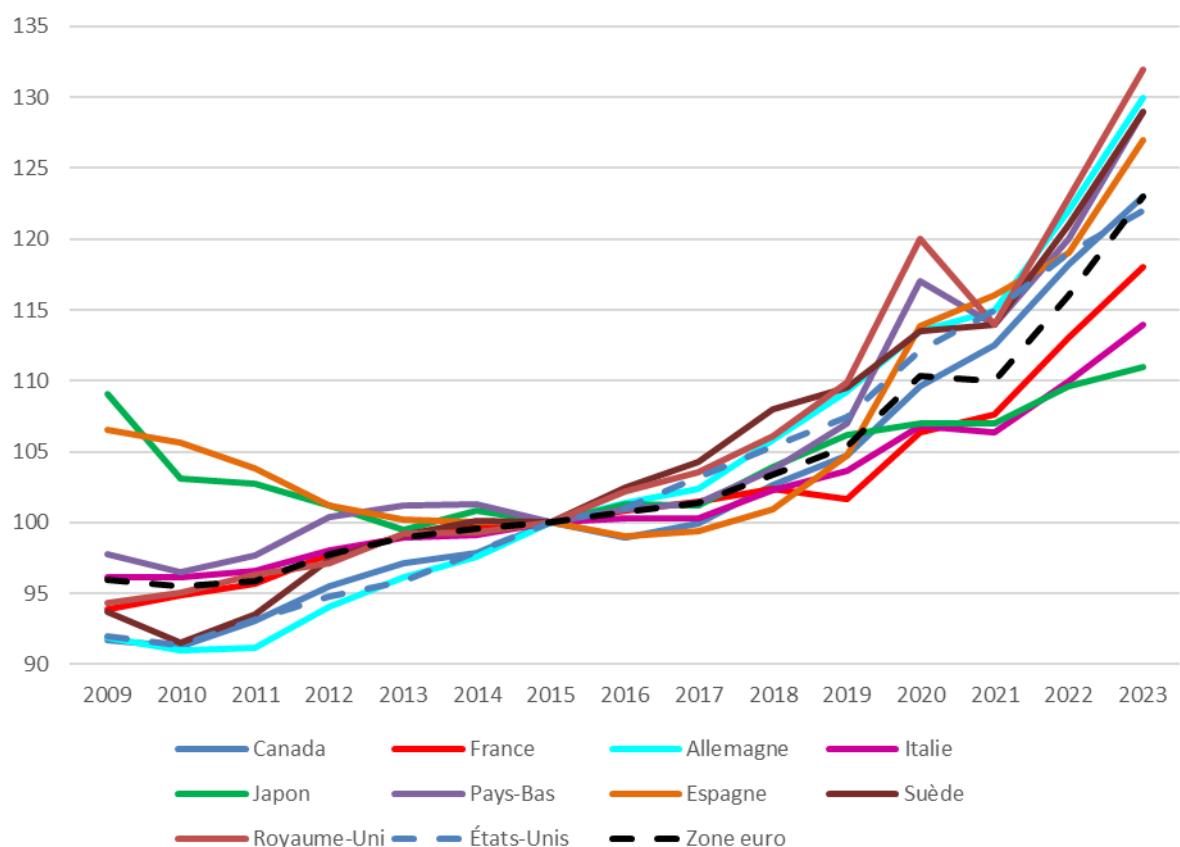


Note : la productivité totale des facteurs (PTF) rend compte de l'efficience globale avec laquelle les facteurs travail et capital sont conjointement utilisés dans le processus de production. La hausse de la PTF correspond à un résidu, c'est-à-dire à la part de la croissance du PIB qui n'est pas expliquée par l'évolution des facteurs travail et capital. En résumé, si les facteurs travail et capital ne changent pas entre deux périodes, la moindre variation de la production témoigne d'une fluctuation de la PTF. Cet indicateur prend la forme d'indices et de taux de croissance annuelle.

Source : OCDE

COMPÉTITIVITÉ

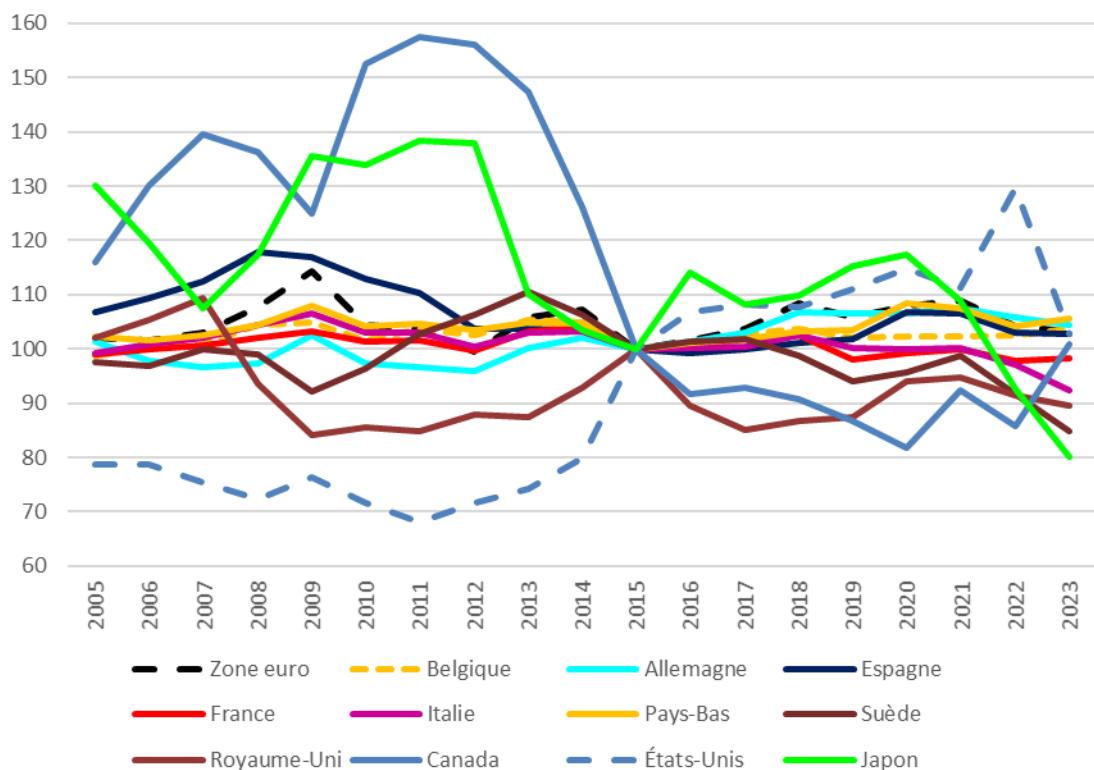
17. Coûts salariaux unitaires, ensemble de l'économie (2015 = 100)



Note : l'indice des coûts salariaux unitaires est une mesure globale de la compétitivité. Elle correspond au coût moyen du travail par unité produite.

Source : OCDE

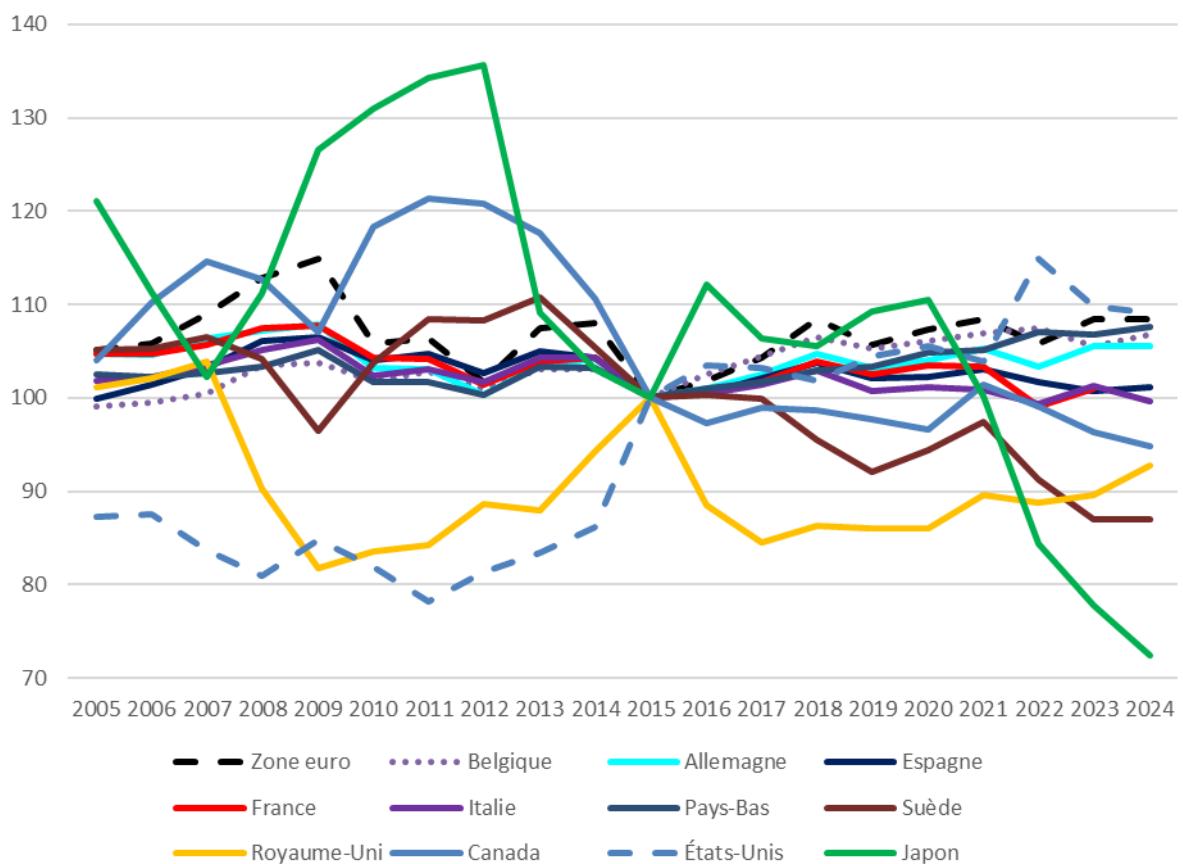
18. Taux de change effectif réel, basé sur les coûts unitaires du travail (2015 = 100)



Note : le taux de change effectif réel (TCER) vise à évaluer la compétitivité-prix ou la compétitivité-coûts d'un pays par rapport à ses principaux concurrents sur les marchés internationaux. Le TCER spécifique est déflaté à l'aide des coûts salariaux unitaires par rapport à un groupe de 37 pays (soit l'UE27 et 10 autres pays industrialisés : Australie, Canada, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Mexique, Royaume-Uni, Suisse et Turquie). Une double pondération des exportations est utilisée pour calculer les TCER, de manière à tenir compte non seulement de la concurrence sur les marchés nationaux des divers concurrents, mais aussi sur les autres marchés d'exportation. Une hausse de l'indice indique une perte de compétitivité.

Source : Eurostat

19. Taux de change effectif réel, basé sur l'indice des prix (2015 = 100)



Note : le taux de change effectif réel (TCER) vise à évaluer la compétitivité-prix ou la compétitivité-coûts d'un pays par rapport à ses principaux concurrents sur les marchés internationaux. Le TCER spécifique est déflaté à l'aide de l'indice des prix à la consommation par rapport à un groupe de 37 pays (soit l'UE27 et 10 autres pays industrialisés : Australie, Canada, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Mexique, Royaume-Uni, Suisse et Turquie). Une double pondération des exportations est utilisée pour calculer les TCER, de manière à tenir compte de la concurrence non seulement sur les marchés nationaux des divers concurrents, mais aussi sur les autres marchés d'exportation. Une hausse de l'indice indique une perte de compétitivité. Base 100 en 2015.

Source : Eurostat

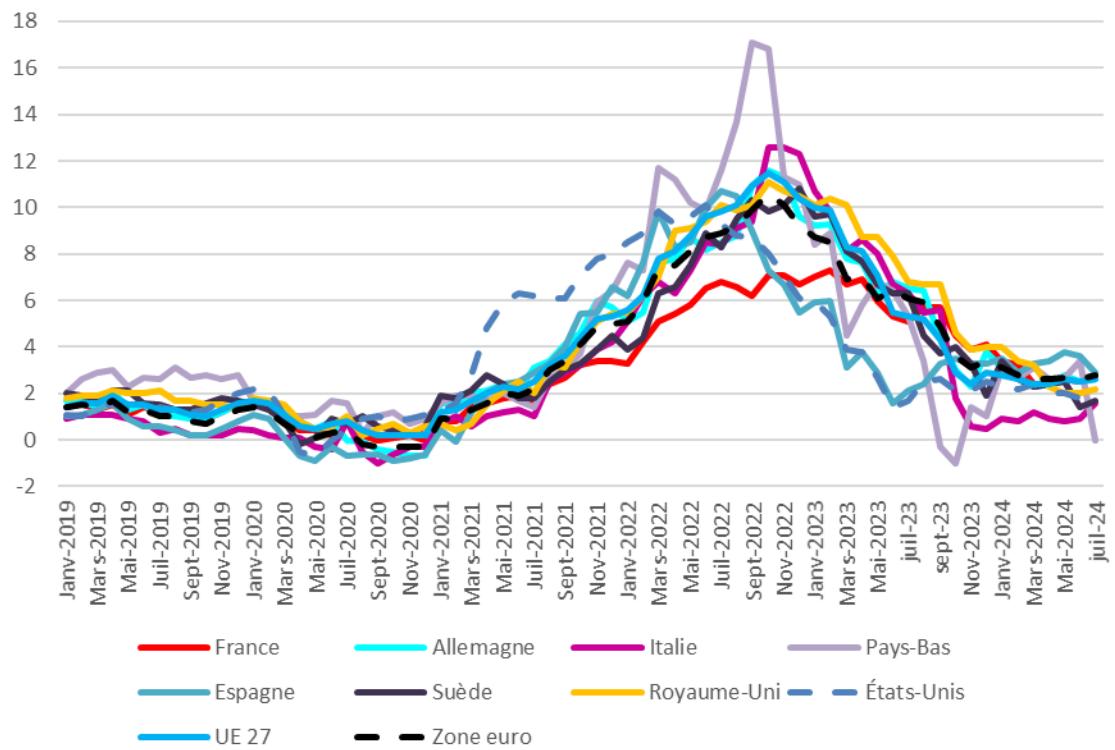
20. Écarts au niveau d'équilibre du taux de change effectif réel, en %

Écart au niveau d'équilibre du taux de change effectif réel	
Canada	-12,9
France	+2,9
Allemagne	-9,3
Italie	+10,8
Japon	-31,7
Pays-Bas	+2,8
Espagne	+18,9
Suède	-23,9
Royaume-Uni	+4,4
États-Unis	+16,7
Zone euro	+3,9

Note : un signe – ou + indique une sous- ou sur- évaluation de la monnaie en question. Pour la zone euro, le FMI précise que le résultat moyen cache en réalité une très forte hétérogénéité entre les États membres (entre une sous-évaluation pour des pays comme l'Allemagne et une surévaluation pour d'autres comme l'Italie). Le FMI mentionne également la forte incertitude autour de l'estimation pour l'Italie en raison du manque de clarté sur la persistance du choc énergétique sévère.

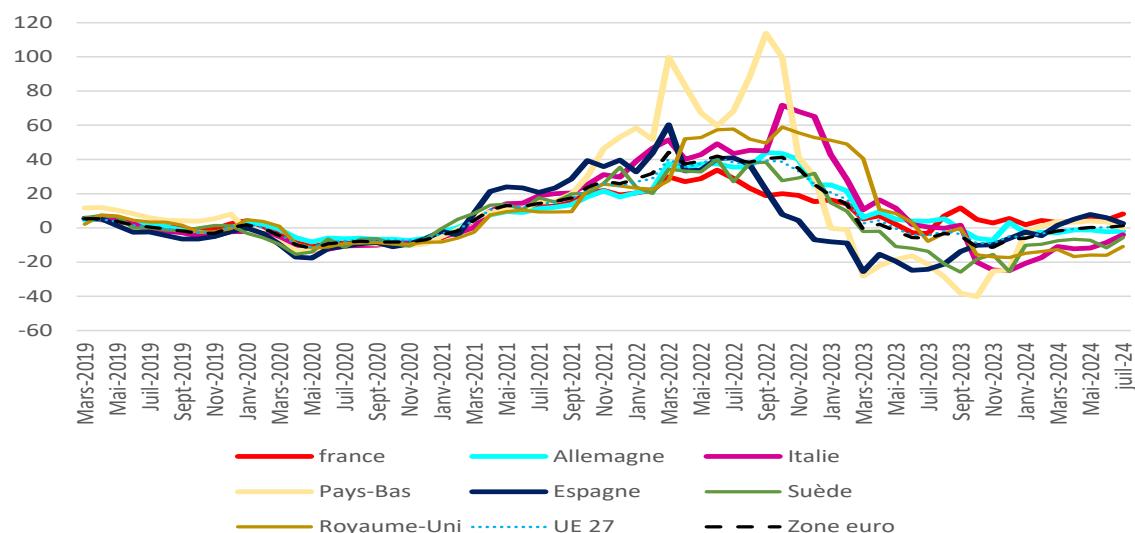
Source : FMI, *External Balance Assessment 2023*, publié en 2024. L'estimation pour chaque économie pour 2022 est basée sur des données et les projections du staff du FMI arrêtées en avril 2024.

21. Évolution des prix à la consommation (en % glissement annuel, indices des prix harmonisés)



Source : OCDE

22. Évolution des prix de l'énergie (en % glissement annuel, indices des prix harmonisés)



Source : OCDE

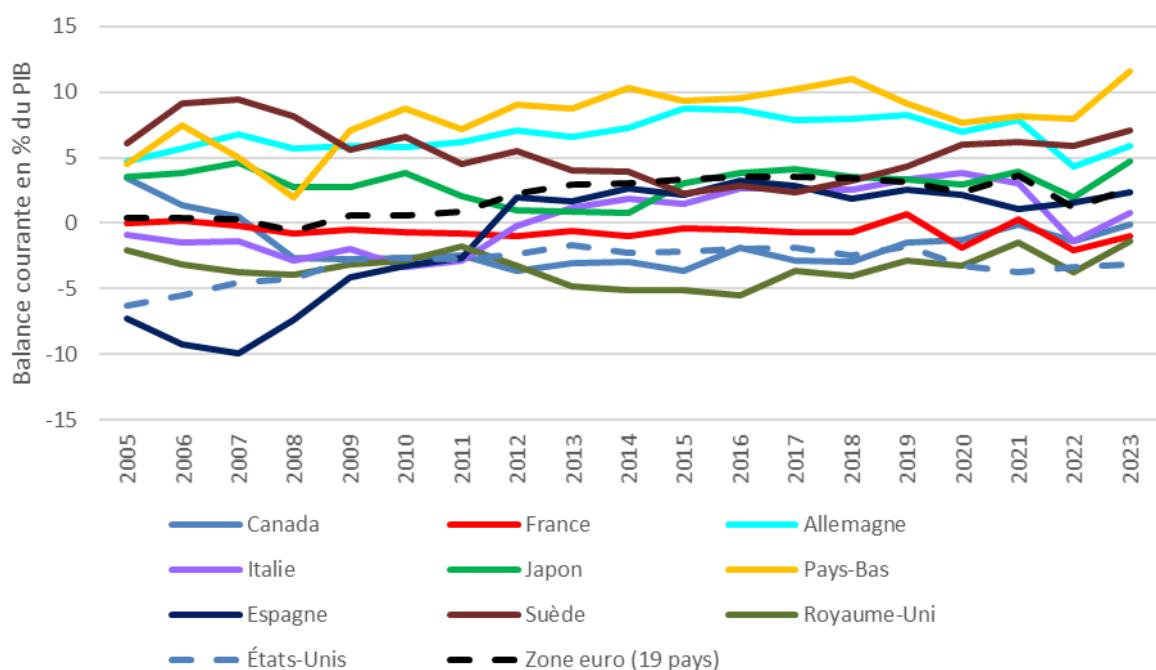
23. Dispersion de l'inflation



Note : le graphique rapporte pour chaque pays ou zone l'écart-type du taux d'inflation à différentes périodes.

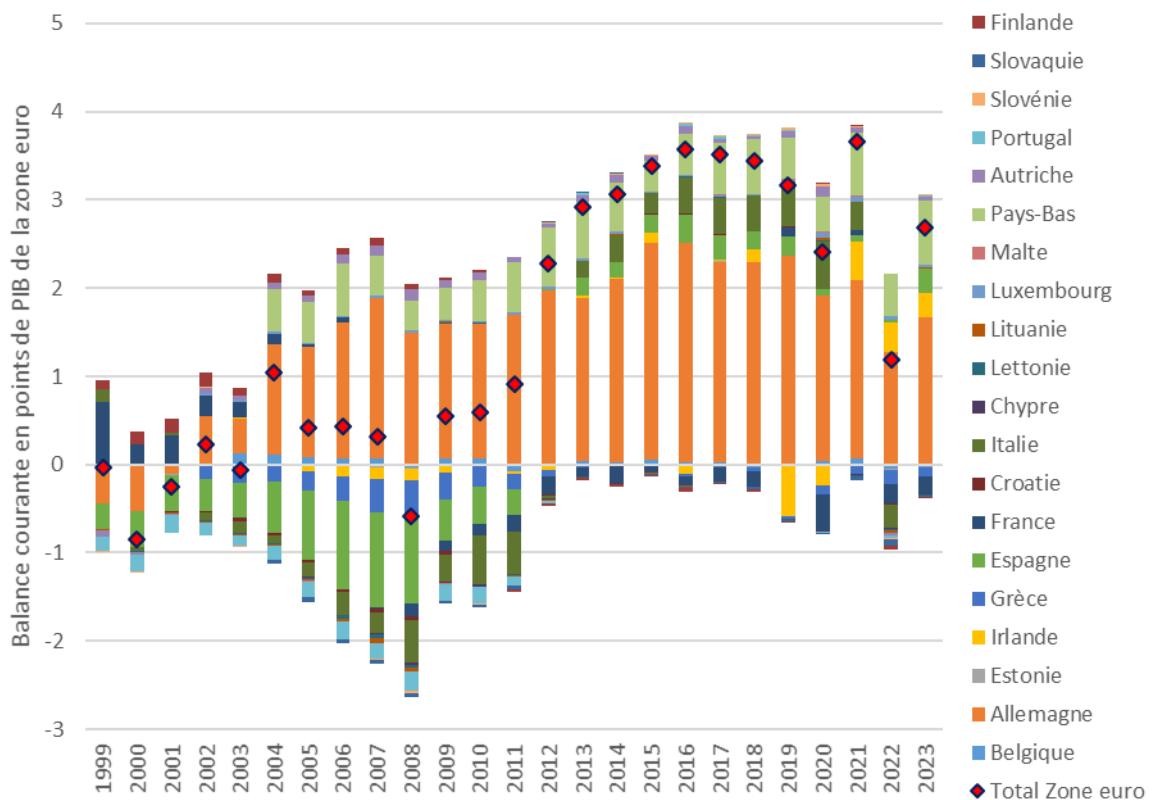
Source : Eurostat

24. Balance courante, en % du PIB



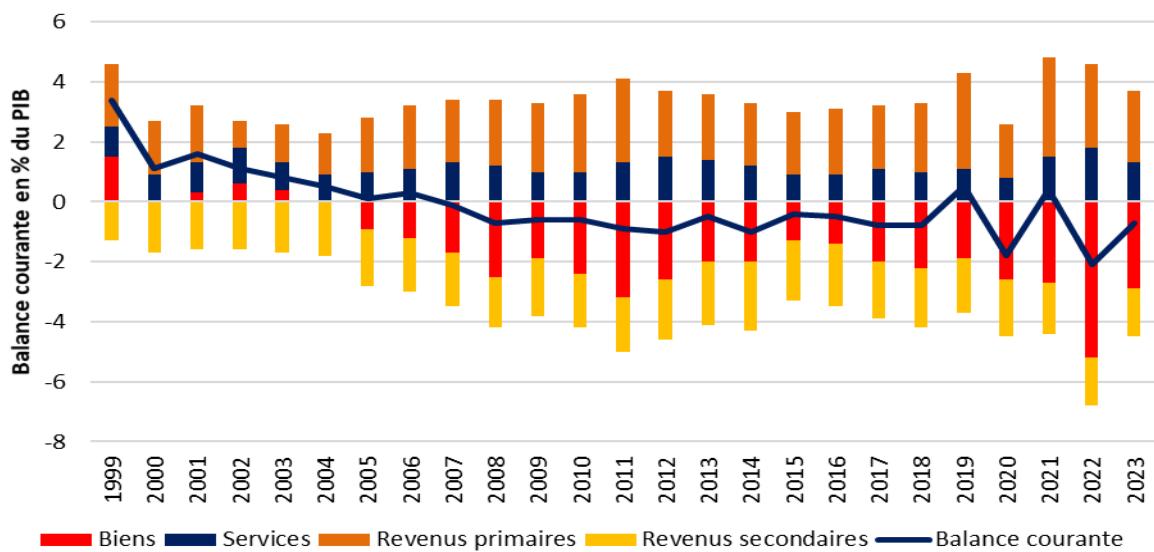
Source : OCDE

25. Balance courante des pays de la zone euro, en points de PIB de la zone euro



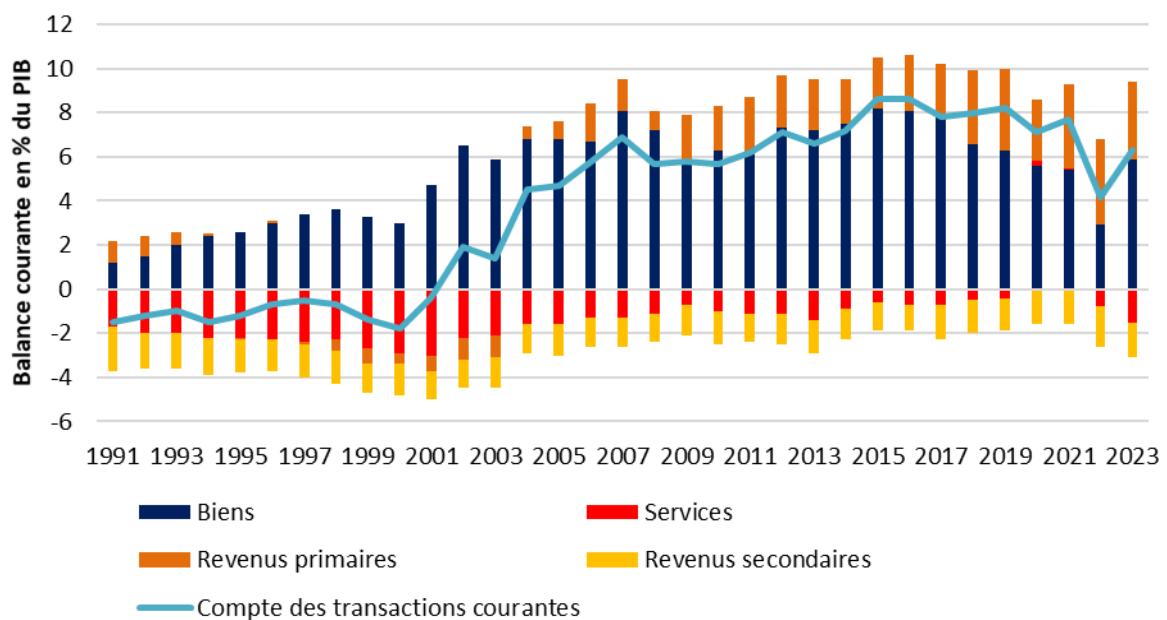
Source : Eurostat

26. Balance courante de la France, en % du PIB



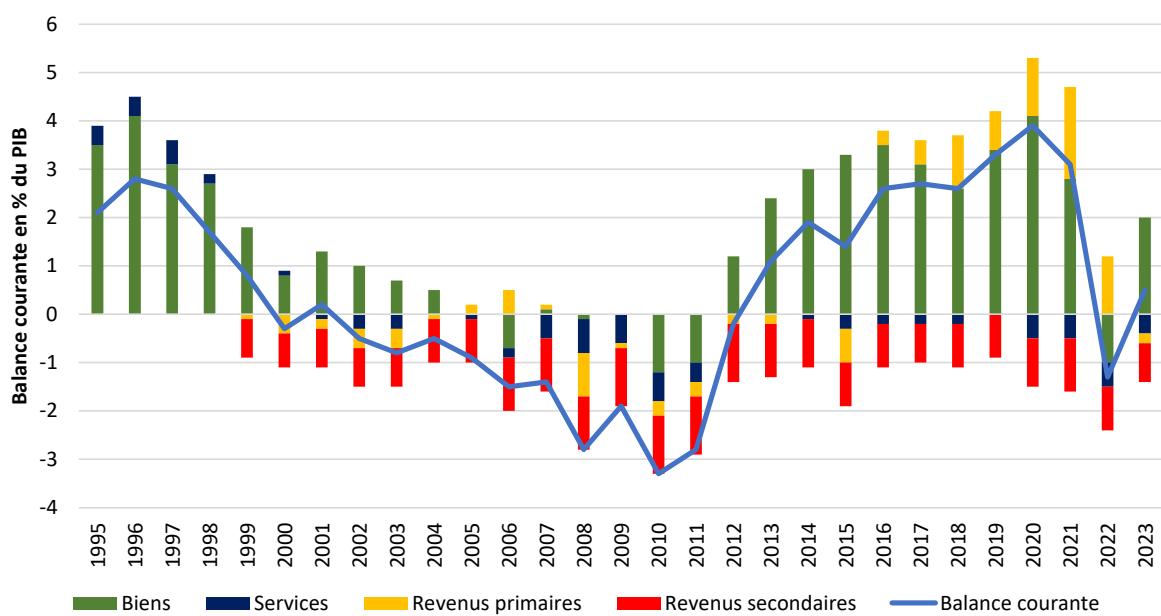
Source : Eurostat

27. Balance courante de l'Allemagne, en % du PIB



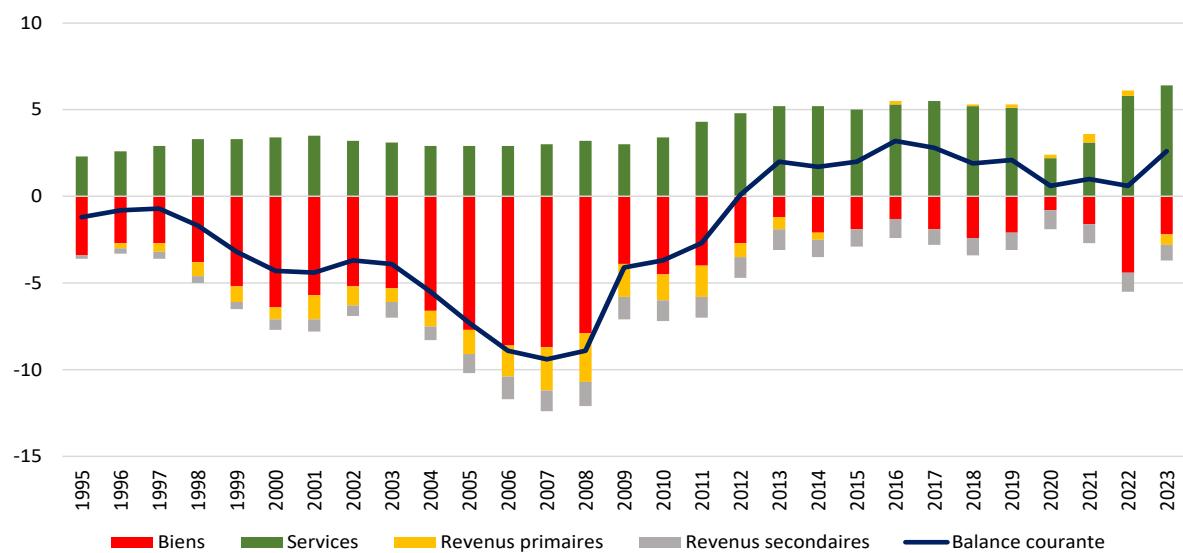
Source : Eurostat

28. Balance courante de l'Italie, en % du PIB



Source : Eurostat

29. Balance courante de l'Espagne, en % du PIB



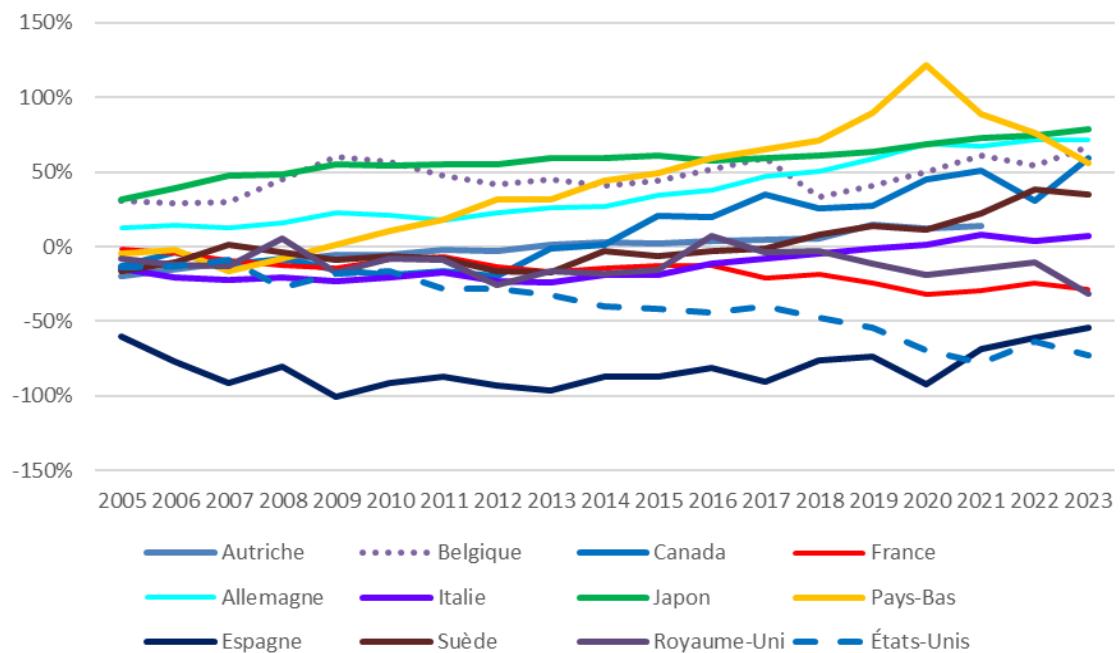
Source : Eurostat

30. Compte courant observé et compte courant « normal » calculé par le FMI dans le cadre de l'External Balance Assessment (en % du PIB)

	Compte courant 2023	Compte courant « normal »	Écart
Canada	-0,7	2,3	-3,0
France	-0,7	0,0	-0,7
Allemagne	5,9	3,1	2,8
Italie	0,5	3,8	-3,3
Japon	3,6	4,0	-0,4
Pays-Bas	10,1	4,3	5,8
Espagne	2,6	0,9	1,7
Suède	6,8	1,1	5,7
Royaume-Uni	-3,3	-0,4	-2,9
États-Unis	-3,0	-1,9	-1,1
Zone euro	1,7	0,7	1,0

Source : FMI, External Balance Assessment 2023, publié en 2024

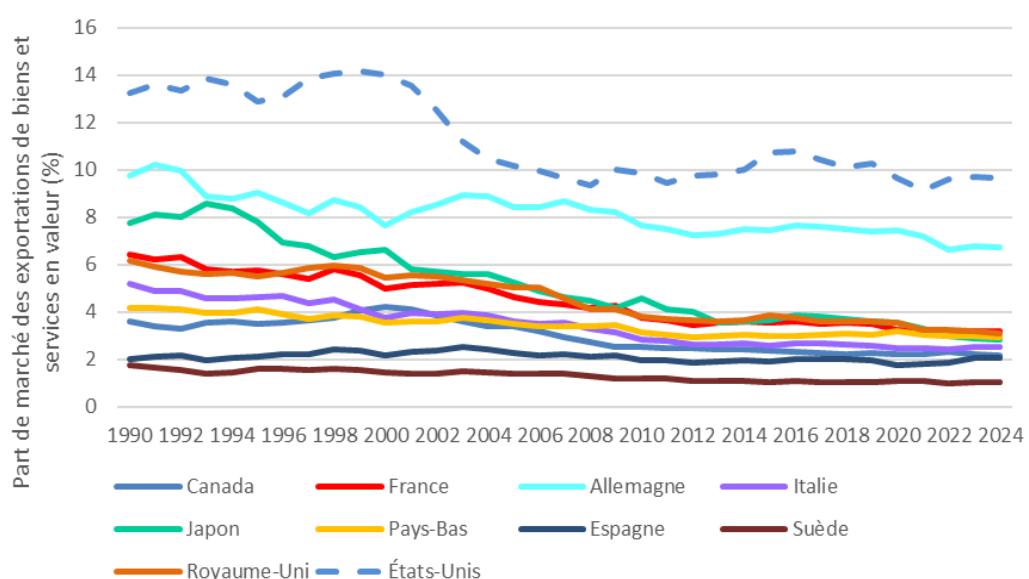
31. Position extérieure nette, en % du PIB



Note : la position extérieure nette fournit une vue globale de la position financière nette (actifs moins passifs) d'un pays par rapport au reste du monde. Elle permet une analyse flux-stocks de la position extérieure du pays.

Source : FMI

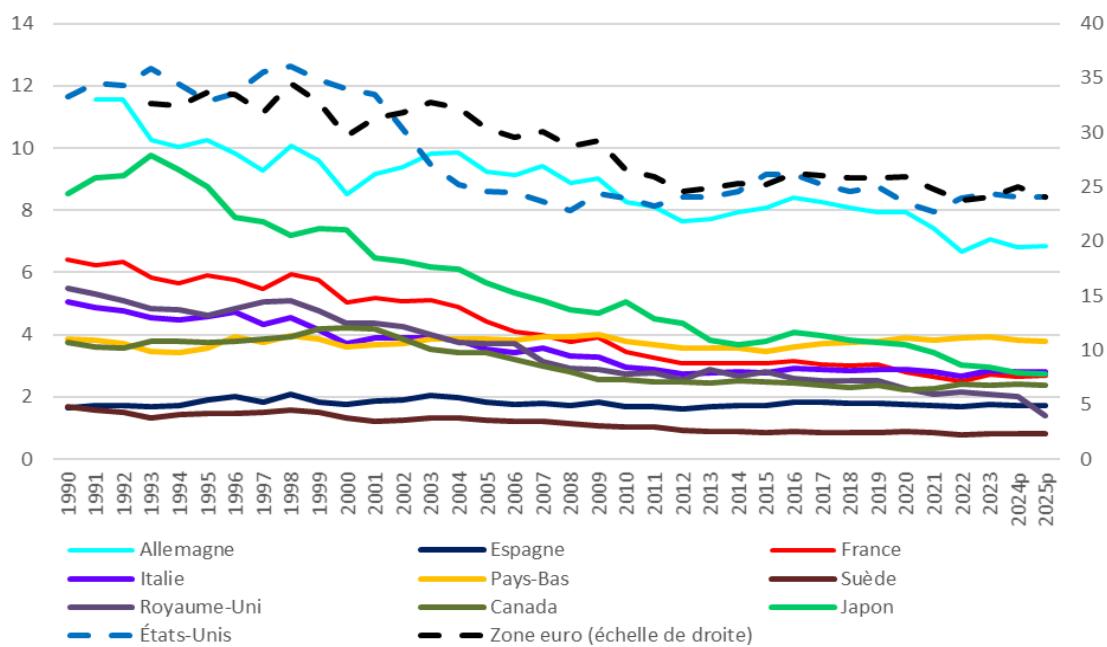
32. Parts de marché des exportations de biens et services en valeur, en % du commerce mondial



Note : l'indicateur montre l'évolution des parts des exportations de biens et services en valeur par rapport au total des exportations mondiales.

Source : OCDE

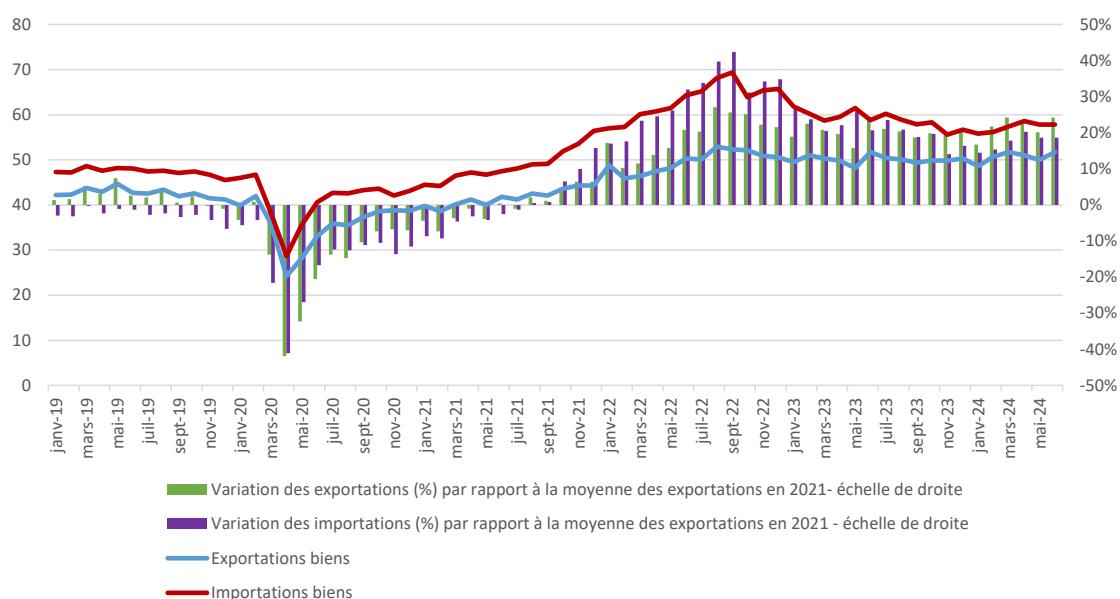
33. Parts de marché des exportations de biens en volume, en % du commerce mondial



Note : la lettre « p » indique la prévision faite par Eurostat (dans le cadre de AMECO).

Source : Eurostat (AMECO)

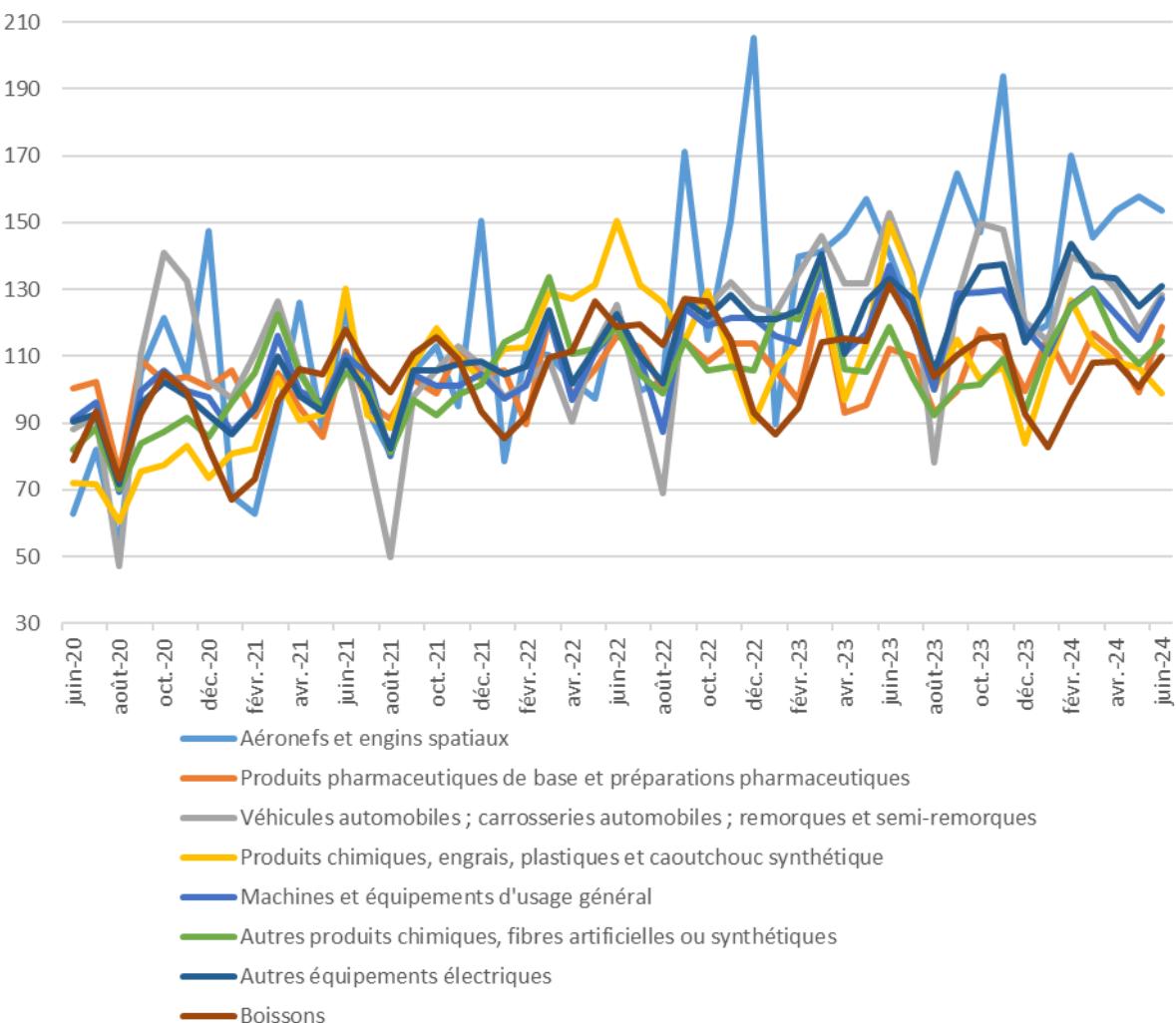
34. Échanges de biens de la France, mesurés FAB/FAB (en milliards d'euros et en %)



Note : FAB signifie « franco à bord » et correspond au prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou au prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Source : Douanes

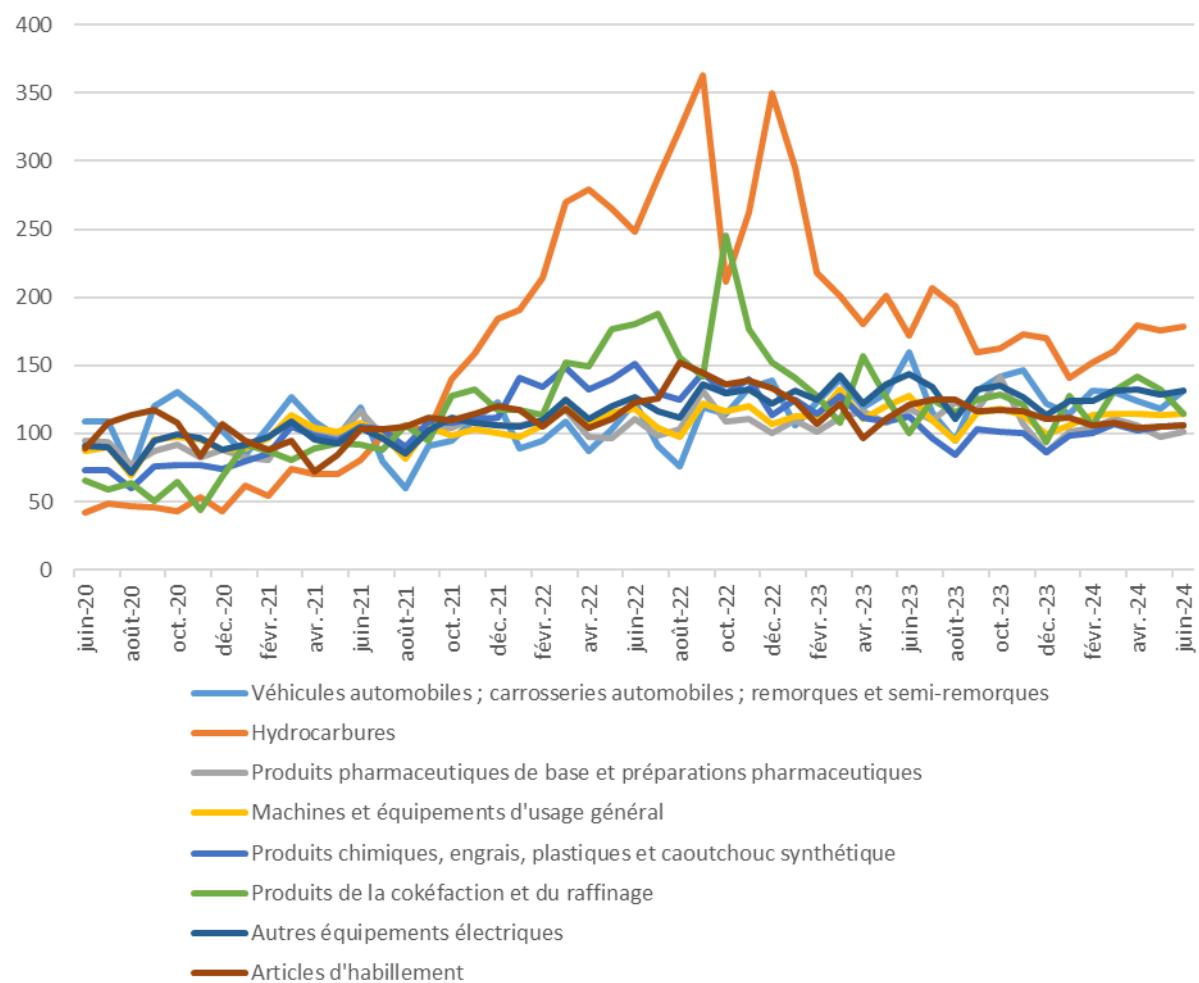
35. Exportations de biens de la France par secteur (2021 = 100)



Note : seuls les huit plus gros secteurs exportateurs en 2023 sont pris en compte.

Source : Douanes

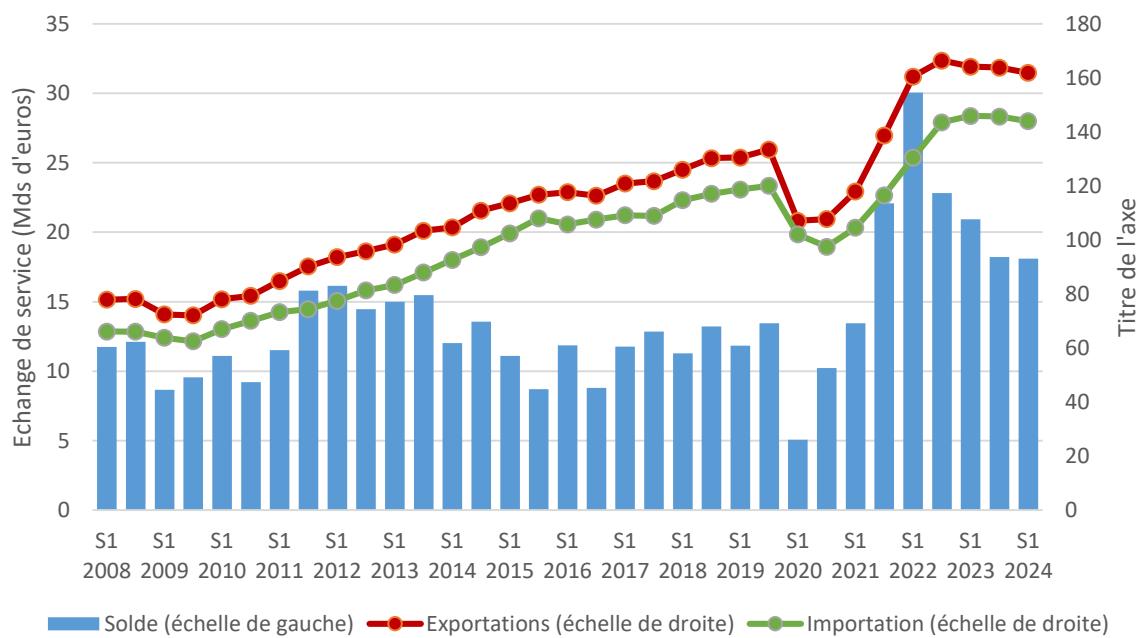
36. Importations de biens de la France par secteur (2021 = 100)



Note : seuls les huit plus gros secteurs importateurs en 2023 sont pris en compte.

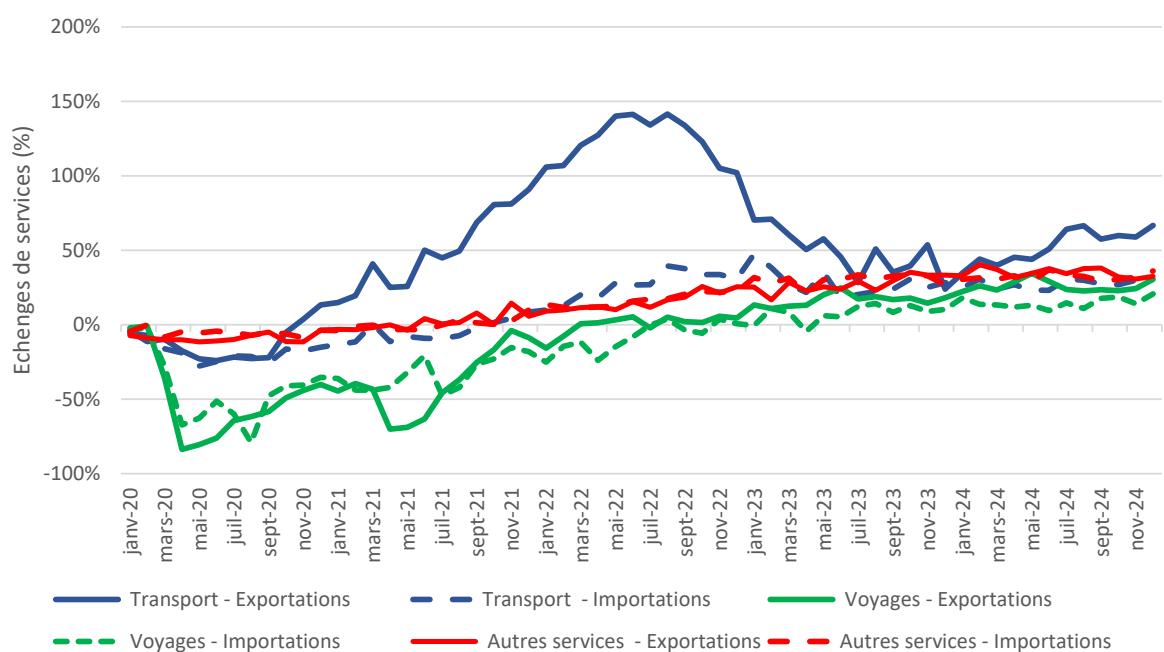
Source : Douanes

37. Échanges de services de la France, en milliards d'euros



Source : Banque de France

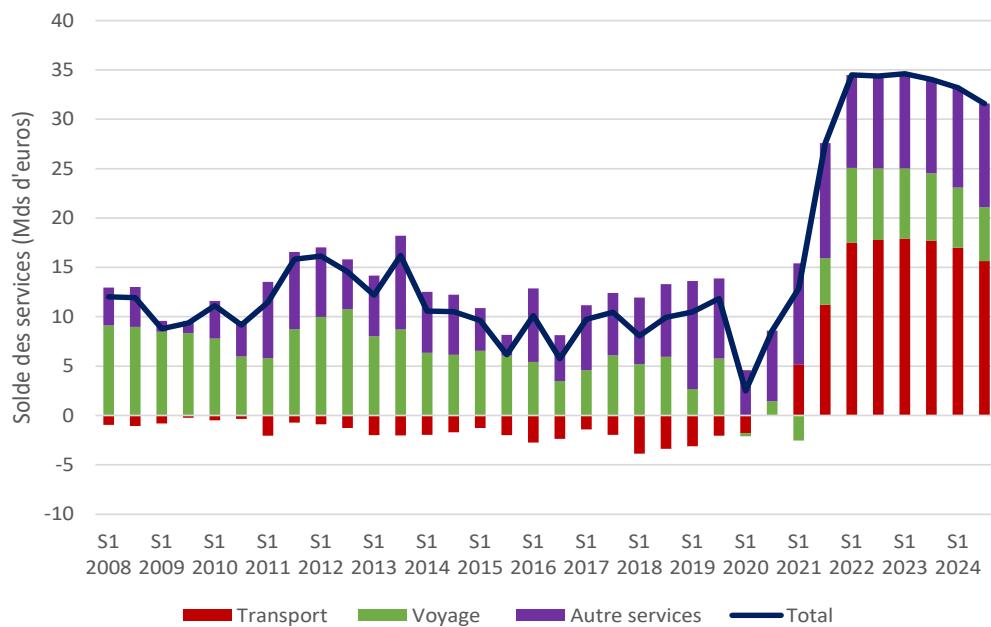
38. Échanges de services de la France par secteur (taux de croissance par rapport à la moyenne de 2019)



Note : ce graphique présente les échanges des principaux services (exportations, importations et solde) en pourcentage de l'année 2019 (pré-Covid).

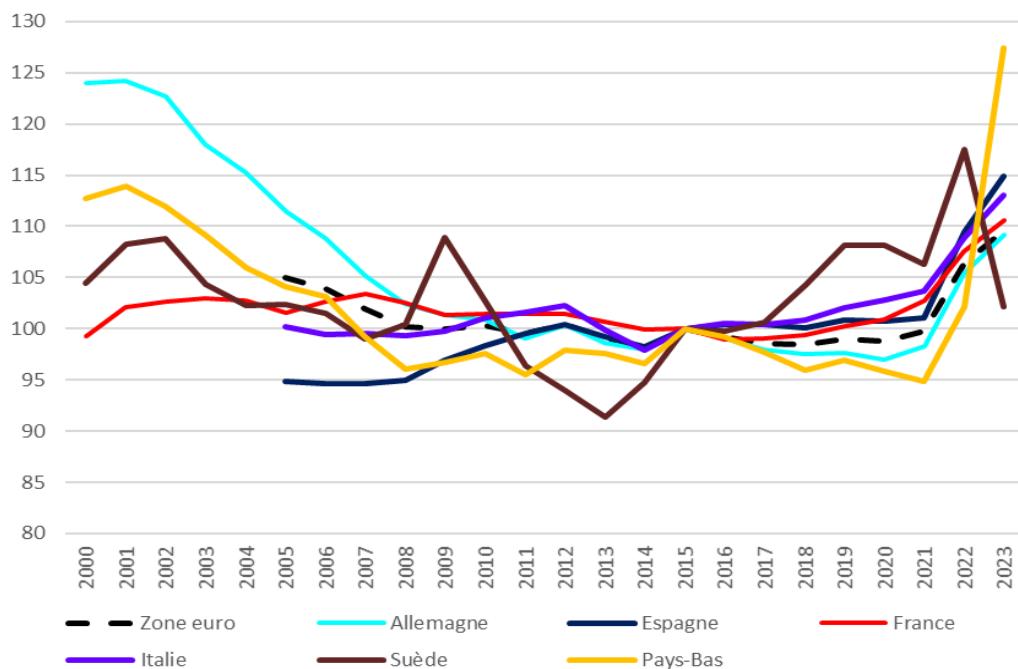
Source : Banque de France

39. Solde des services de la France, en milliards d'euros



Source: Banque de France

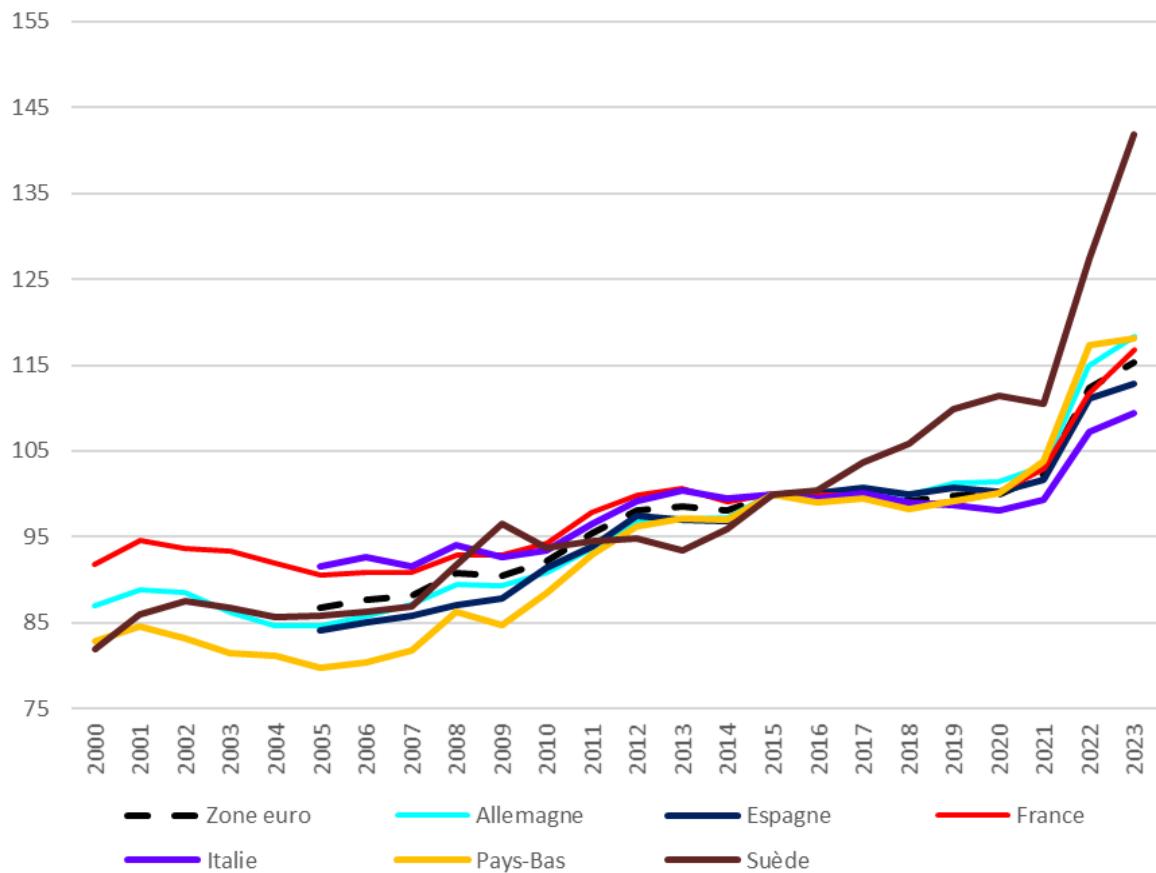
40. Indices du prix d'importation de la France des biens d'investissement (2015 = 100)



Note : l'indice des prix industriels à l'importation (IPI) vise à mesurer l'évolution mensuelle du prix des transactions des marchandises importées, achetées dans des zones extérieures par des résidents intérieurs.

Source : Eurostat

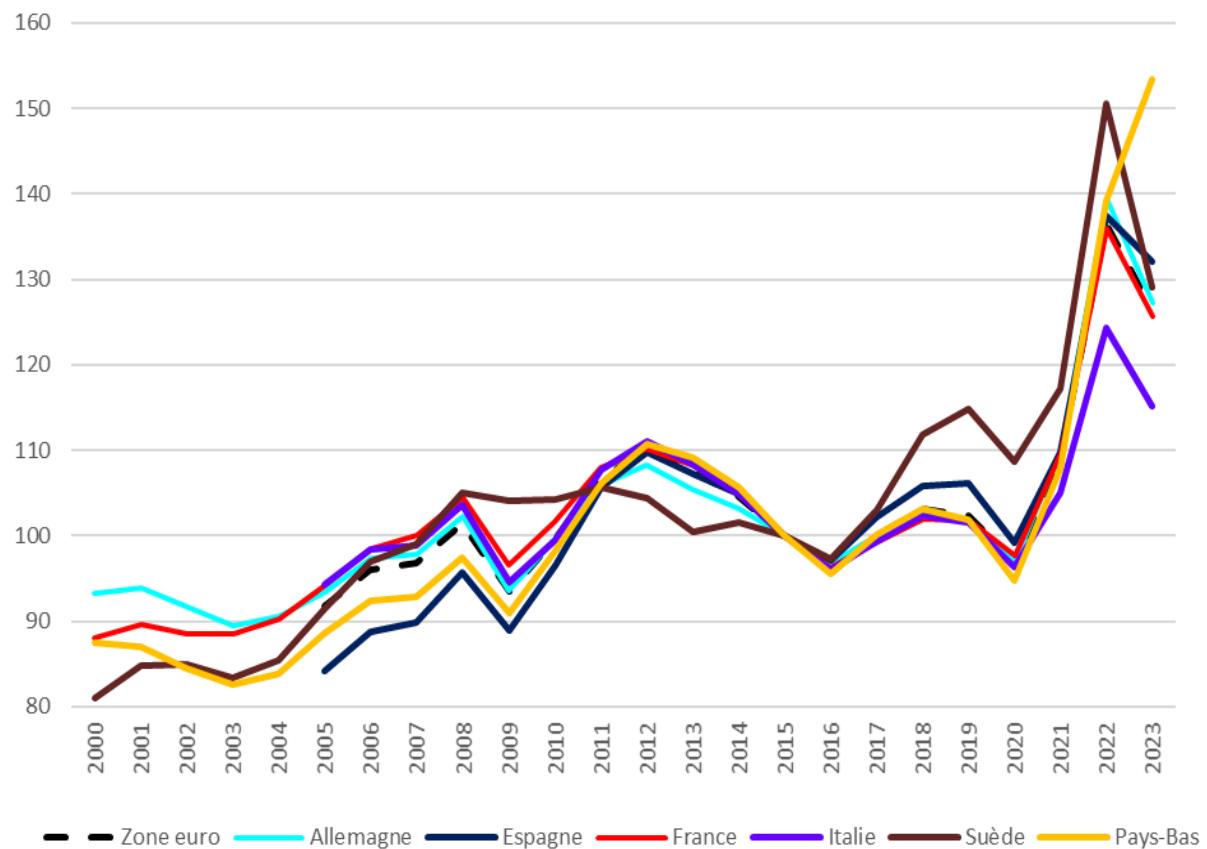
41. Indices du prix d'importation de la France des biens de consommation (2015 = 100)



Note : l'indice des prix industriels à l'importation (IPI) vise à mesurer l'évolution mensuelle du prix des transactions des marchandises importées, achetées dans des zones extérieures par des résidents intérieurs.

Source : Eurostat

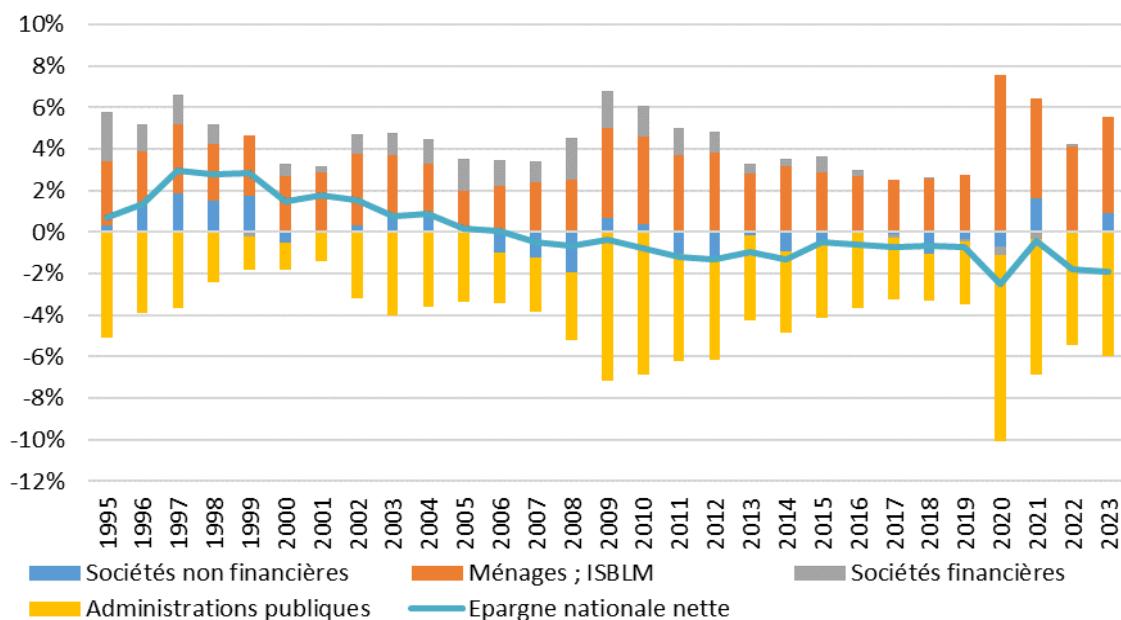
42. Indices du prix d'importation de la France dans l'industrie manufacturière



Note : l'indice des prix industriels à l'importation (IPI) vise à mesurer l'évolution mensuelle du prix des transactions des marchandises importées, achetées dans des zones extérieures par des résidents intérieurs. L'industrie manufacturière comprend tous les « produits des industries extractives ; produits manufacturés ; électricité, gaz, vapeur et air conditionné ».

Source : Eurostat

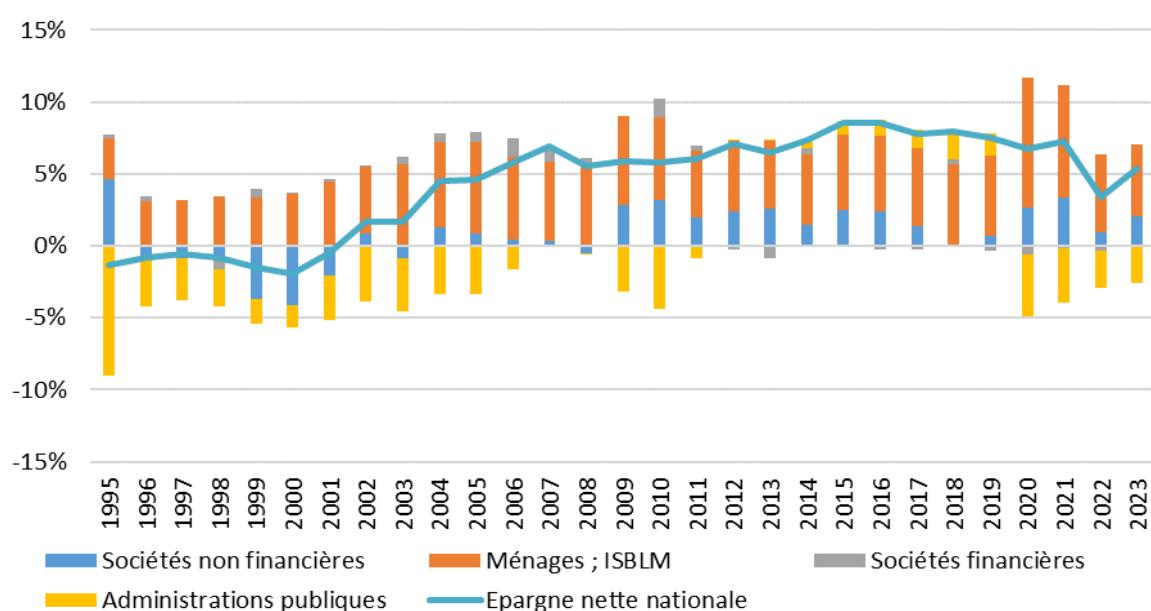
43. Capacité et besoin de financement de la France, en % du PIB



Note : la capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie totale est la somme des capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels. C'est le montant net des ressources que l'économie totale met à la disposition du reste du monde (s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (s'il est négatif).

Source : Eurostat

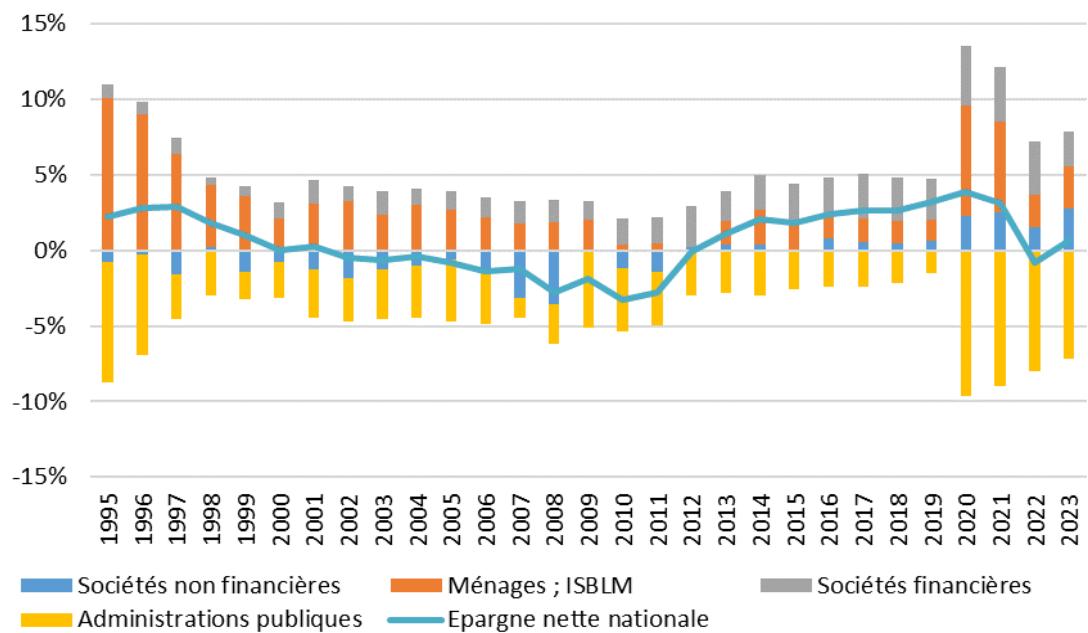
44. Capacité et besoin de financement de l'Allemagne, en % du PIB



Note : la capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie totale est la somme des capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels. C'est le montant net des ressources que l'économie totale met à la disposition du reste du monde (s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (s'il est négatif).

Source : Eurostat

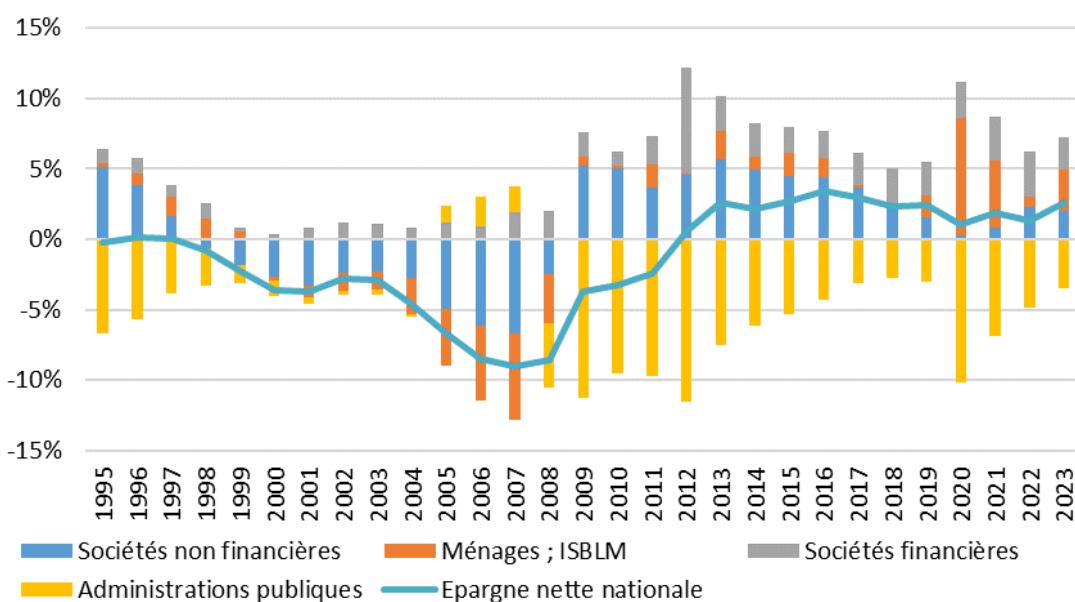
45. Capacité et besoin de financement de l'Italie, en % du PIB



Note : la capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie totale est la somme des capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels. C'est le montant net des ressources que l'économie totale met à la disposition du reste du monde (s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (s'il est négatif).

Source : Eurostat

46. Capacité et besoin de financement de l'Espagne, en % du PIB

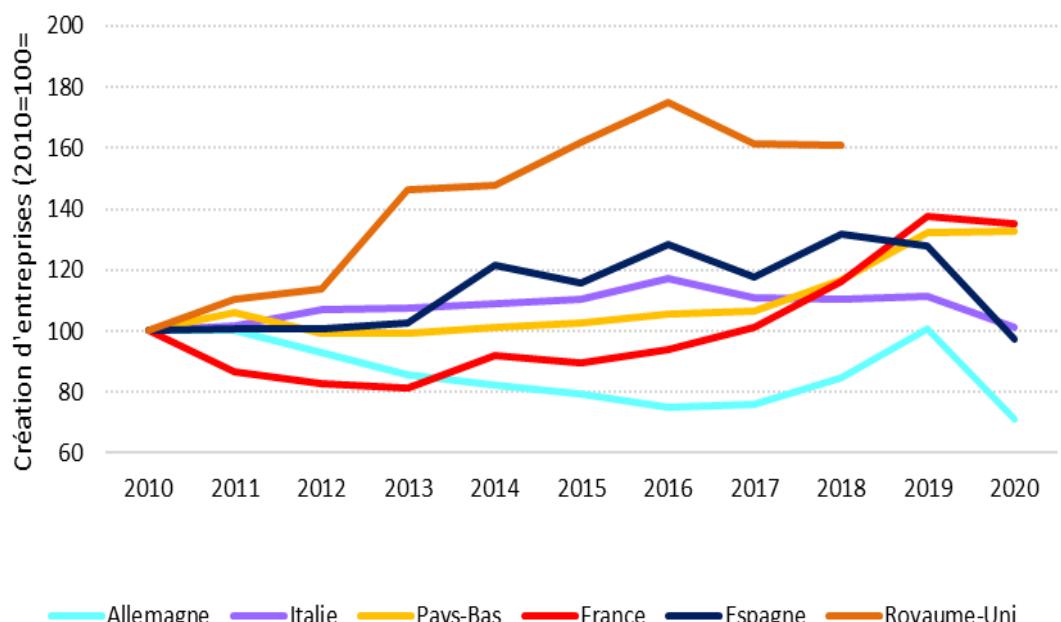


Note : la capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie totale est la somme des capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels. C'est le montant net des ressources que l'économie totale met à la disposition du reste du monde (s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (s'il est négatif).

Source : Eurostat

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

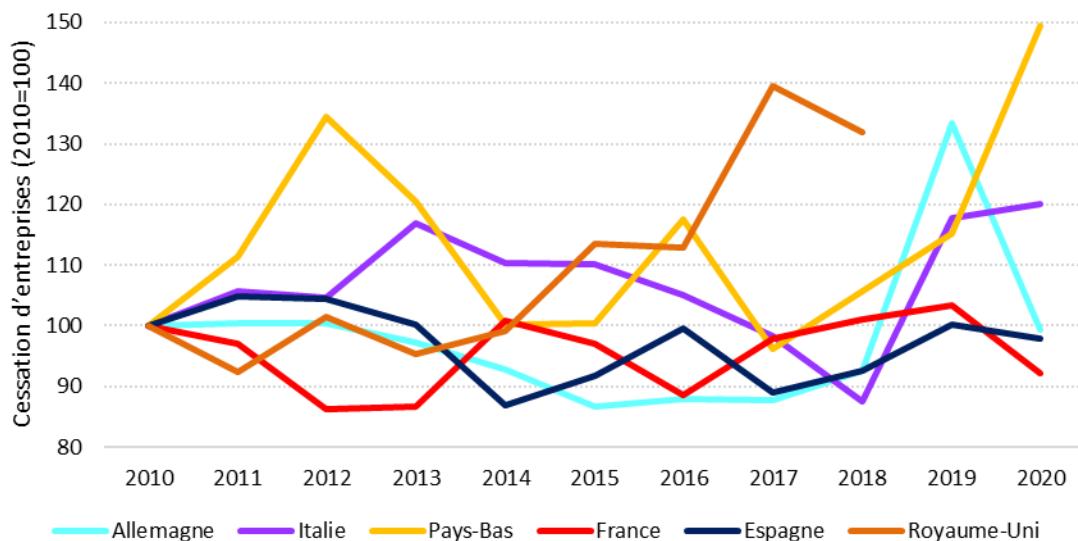
47. Créations d'entreprises (2010 = 100)



Note : les données recouvrent l'industrie, la construction et les services, sauf les activités des sociétés holding. Ces données ont été actualisées la dernière fois le 10 février 2021 mais devrait reprendre à terme (voir https://ec.europa.eu/eurostat/cache/metadata/en/bd_h_esms.htm#shorttimelinessDisseminated).

Source : Eurostat

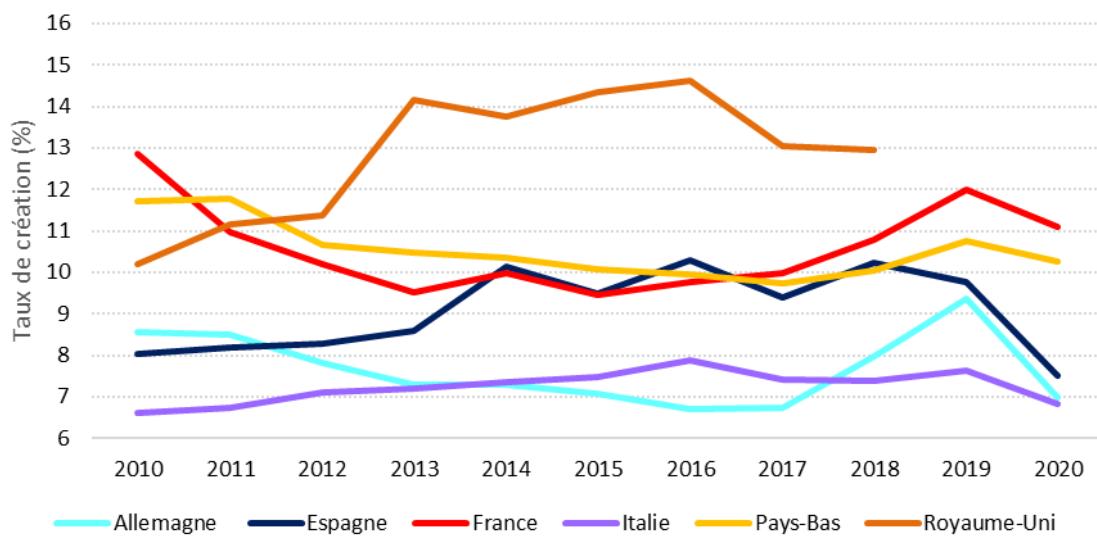
48. Cessations d'entreprises (2010 = 100)



Note : les données recouvrent l'industrie, la construction et les services, sauf les activités des sociétés holding. Ces données ont été actualisées la dernière fois le 10 février 2021 mais devrait reprendre à terme (voir https://ec.europa.eu/eurostat/cache/metadata/en/bd_h_esms.htm#shorttimelinessDisseminated).

Source : Eurostat

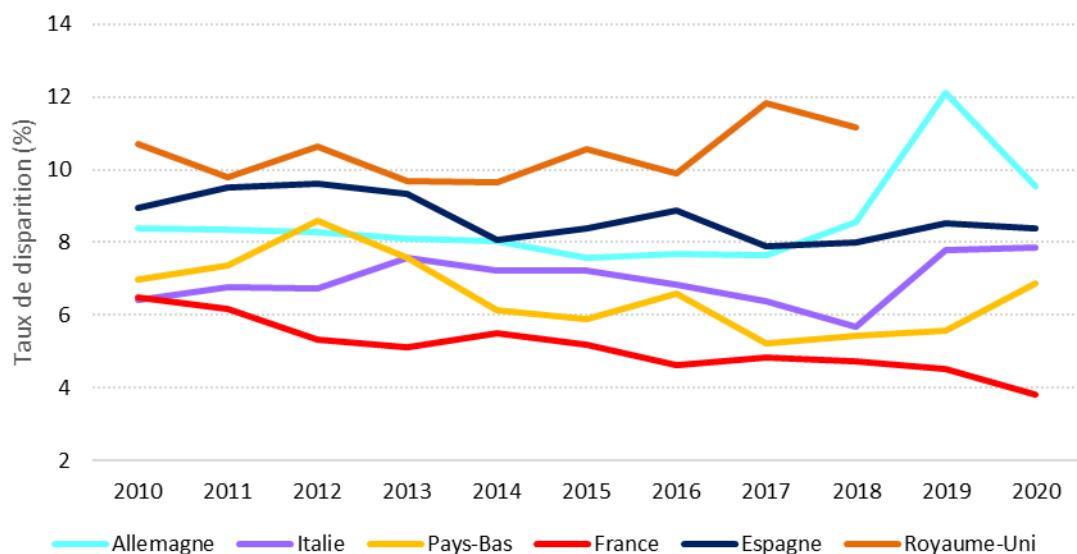
49. Taux de création, en %



Note : le taux de création est défini comme le rapport entre le nombre de créations d'entreprises durant la période de référence (t) et le nombre d'entreprises actives en t. Les données recouvrent l'industrie, la construction et les services, sauf les activités des sociétés holding.

Source : Eurostat

50. Taux de disparition, en %

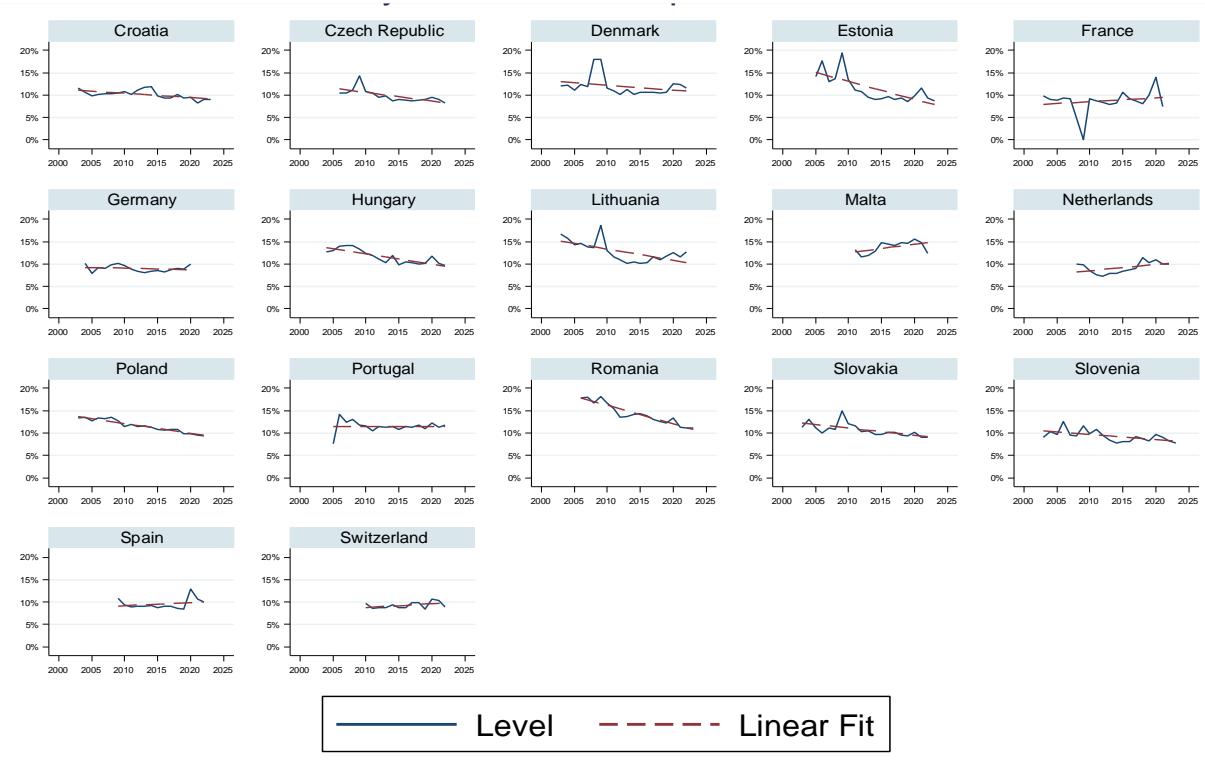


Note : le taux de disparition est défini comme le rapport entre le nombre de disparitions d'entreprises durant la période de référence (t) divisé par le nombre d'entreprises actives en t. Les données recouvrent l'industrie, la construction et les services, sauf les activités des sociétés holding. Ces données ont été actualisées la dernière fois le 10 février 2021 mais devrait reprendre à terme (voir https://ec.europa.eu/eurostat/cache/metadata/en/bd_h_esms.htm#shorttimelinessDisseminated).

Source : Eurostat

DYNAMISME DES ENTREPRISES

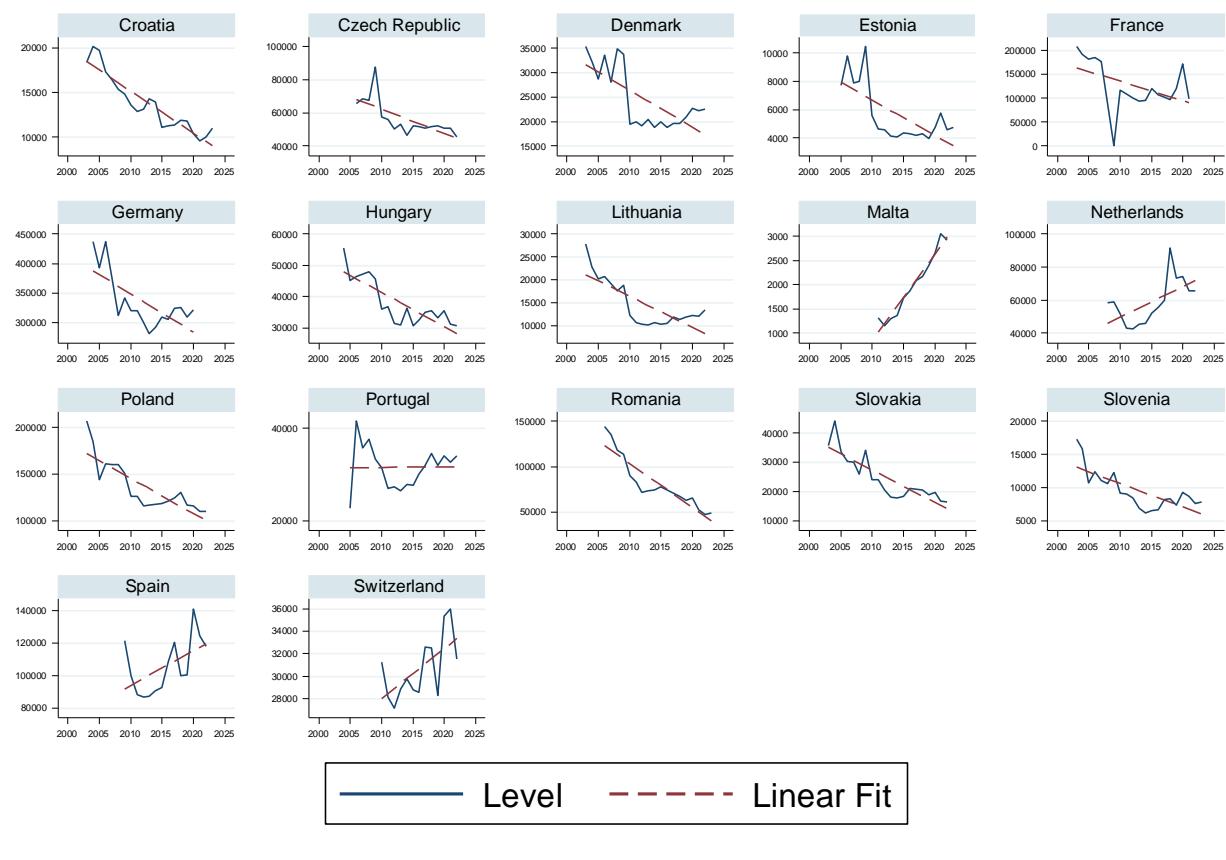
51. Dynamisme de l'emploi dans les pays européens



Lecture : les graphiques ci-dessus rapportent la moyenne pondérée du nombre total d'employées dans un secteur. Les secteurs repris sont l'industrie manufacturière, la construction, le commerce de gros et de détail, le transport et le stockage, les activités de services en logement et restauration, l'information et la communication, les activités d'ingénierie, scientifiques et techniques ainsi que les activités administratives et de support. Le dynamisme de l'emploi correspond à la proportion d'emplois qui sont détruits et créés au cours d'une année. Le graphique montre que dans la plupart des pays, la tendance de la dernière décennie est à un ralentissement de la création/destruction d'emplois.

Source : COMPNET ; 10^e millésime

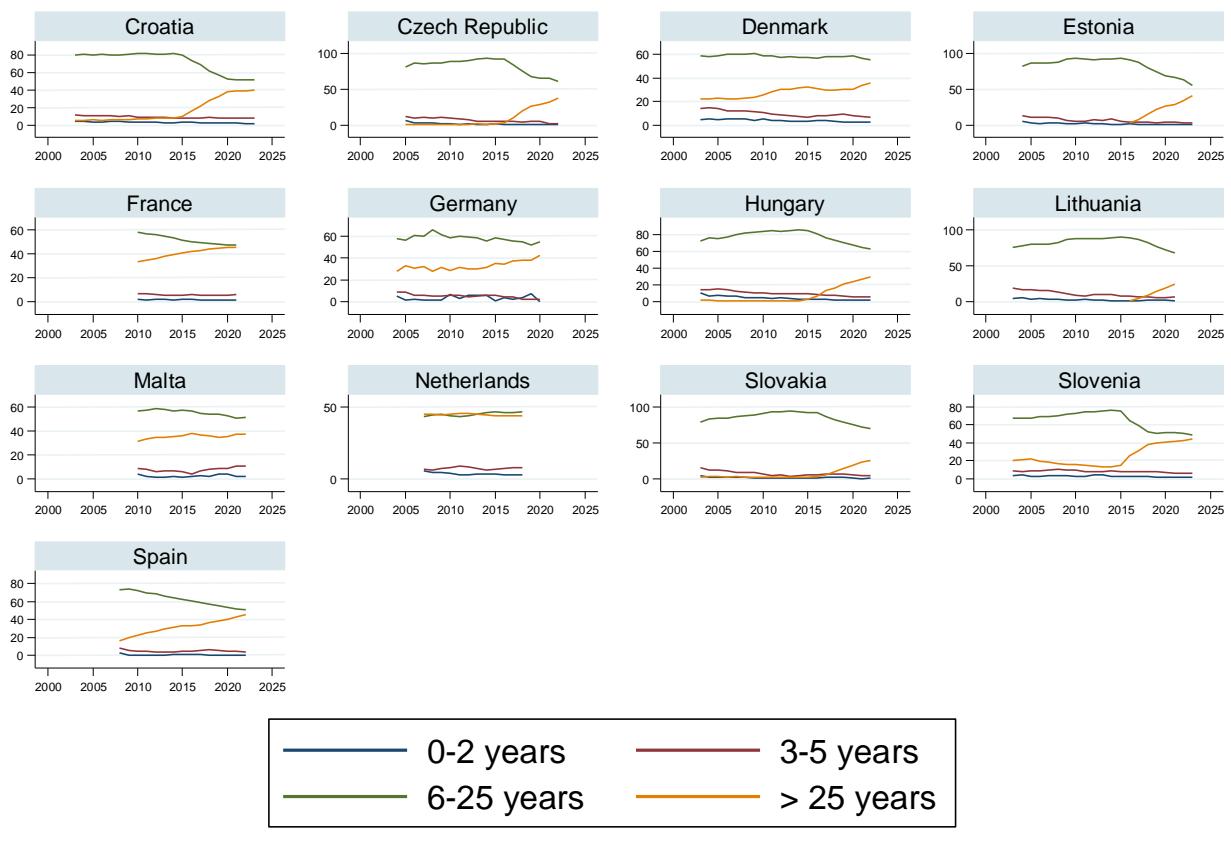
52. Dynamisme de l'emploi dans les pays européens corrigé du nombre d'employés



Lecture : les graphiques ci-dessus rapportent la moyenne pondérée du nombre total d'employées dans un secteur. Les secteurs repris sont l'industrie manufacturière, la construction, le commerce de gros et de détail, le transport et le stockage, les activités de services en logement et restauration, l'information et la communication, les activités d'ingénierie, scientifiques et techniques ainsi que les activités administratives et de support.

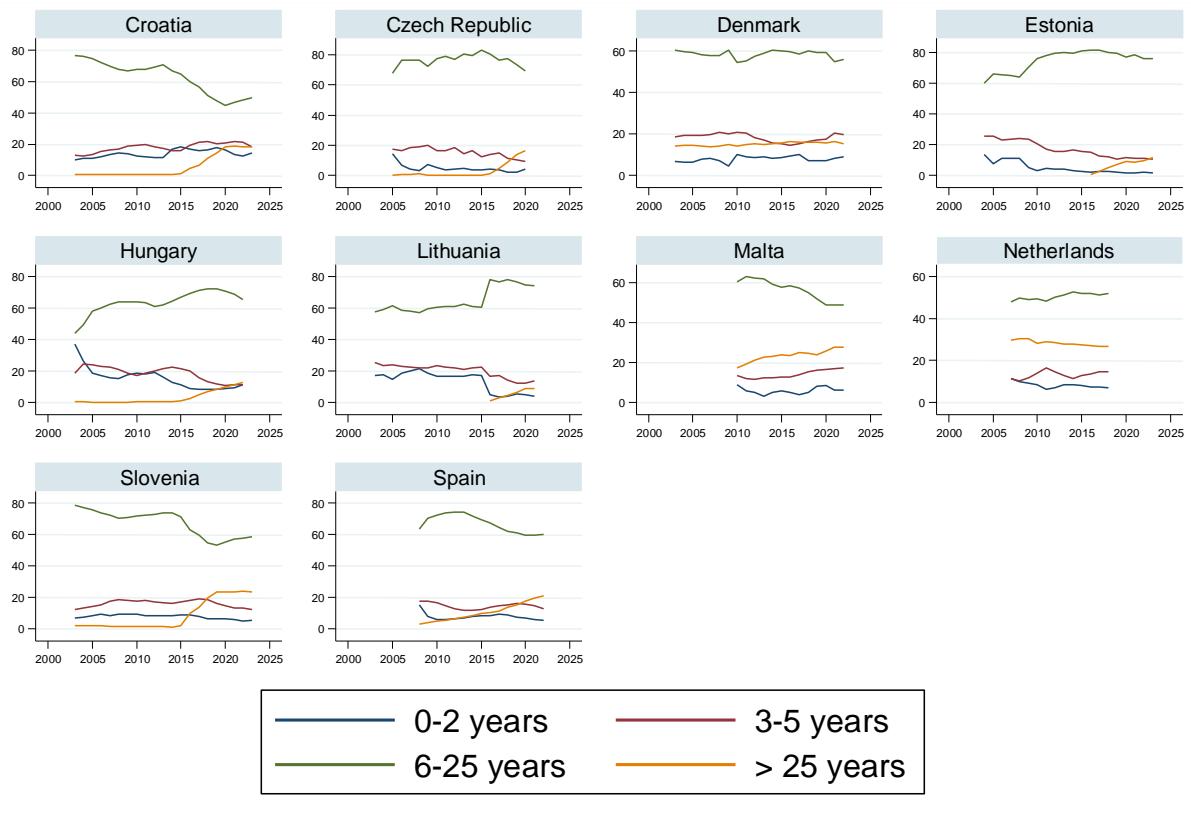
Source : COMPNET ; 10^e millésime

53. Démographie des entreprises (par âge, échantillon 20^e)



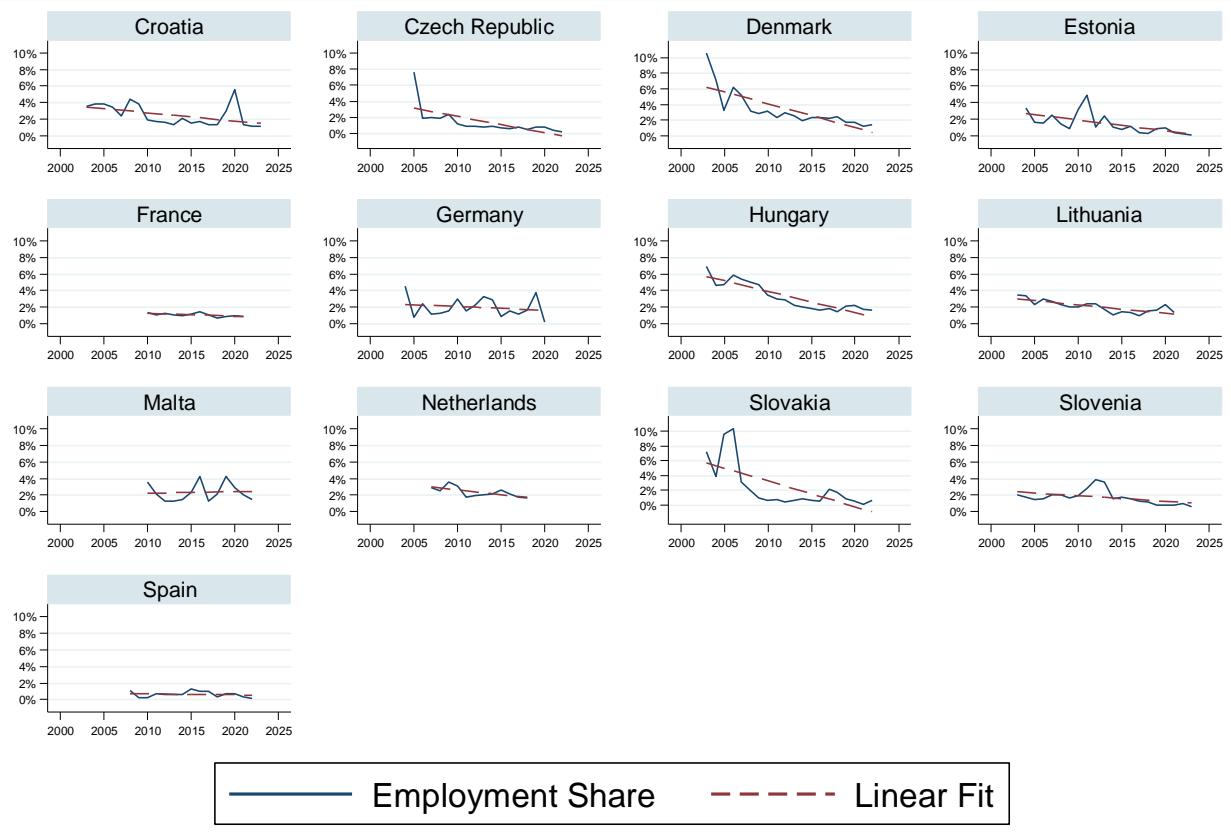
Source : COMPNET ; 10^e millésime

54. Démographie des entreprises (par âge, échantillon total)



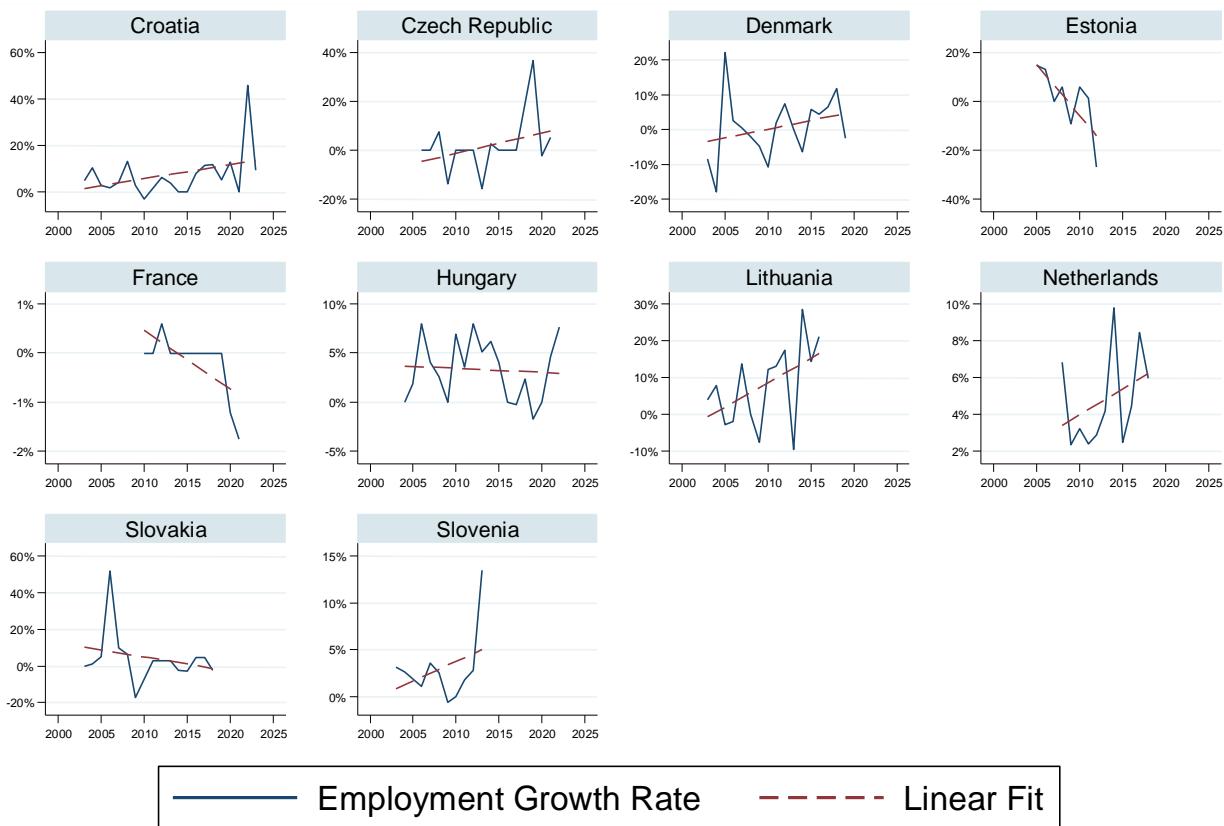
Source : COMPNET ; 10^e millésime

55. Emploi dans les jeunes entreprises (en %, échantillon 20^e)



Source : COMPNET ; 10^e millésime

56. Taux de croissance médian de la taille des nouvelles entreprises

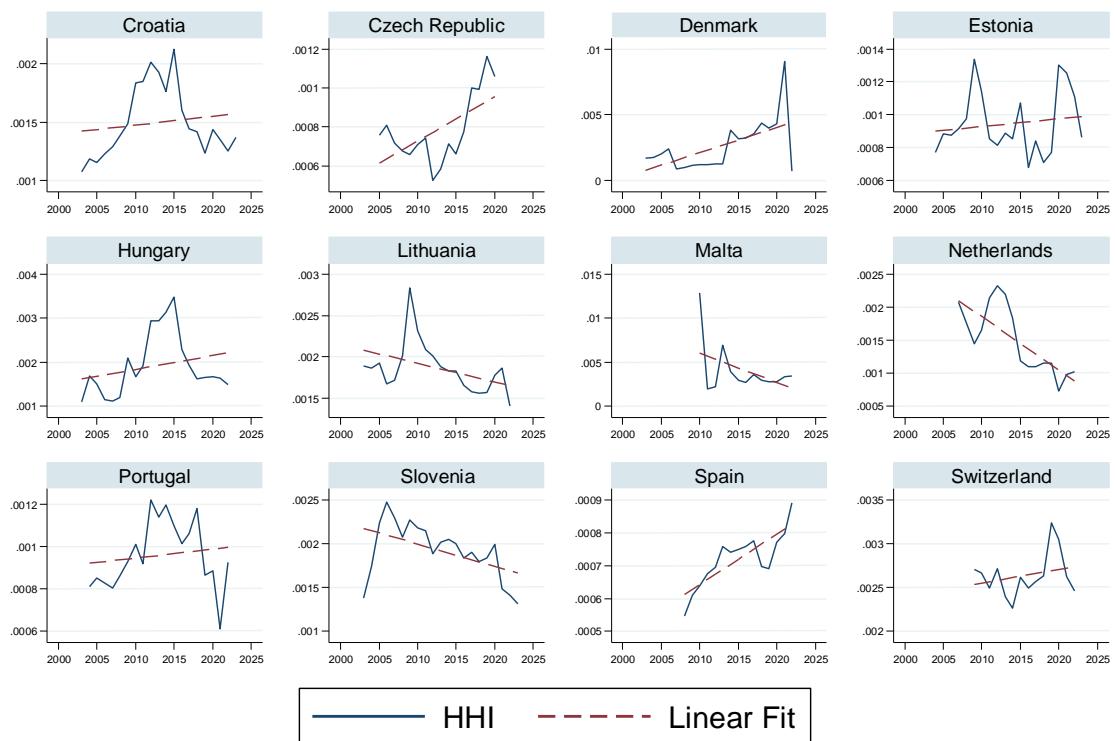


Lecture : les graphiques ci-dessus représentent le taux de croissance (ou l'évolution de la taille) médian des entreprises lorsqu'elles sont créées (entre 0 et 2 ans).

Source : COMPNET ; 10^e millésime

57. Mesures de concentration (indice de Herfindahl-Hirschmann)

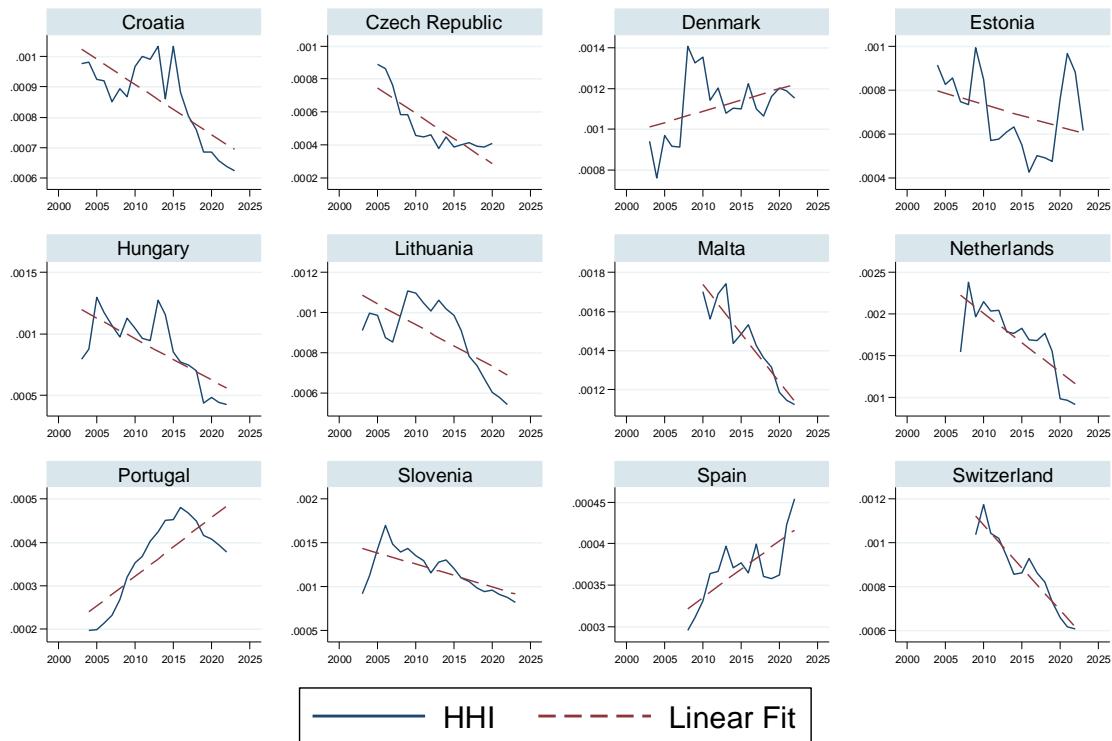
Revenus



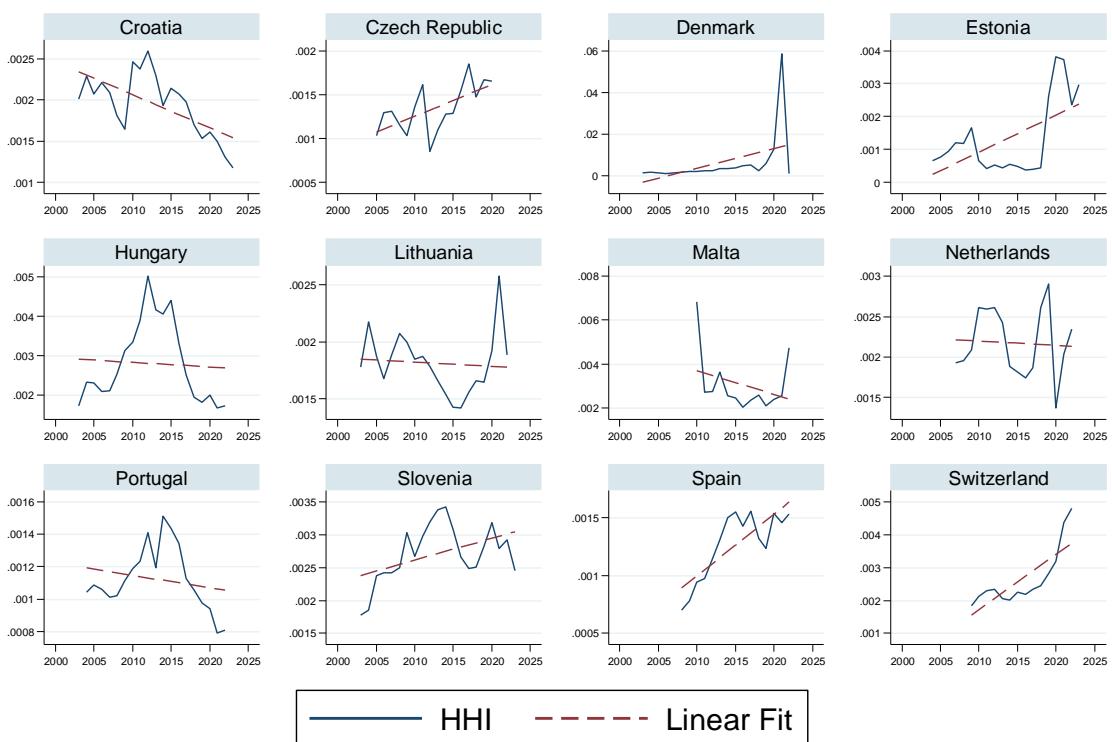
Note : l'indice de Herfindahl-Hirschman (en anglais, Herfindahl-Hirschman Index ou HHI) est un indice mesurant la concentration du marché, c'est-à-dire le nombre d'entreprises à produire un bien ou à fournir un service. Plus l'indicateur (en revenus, emploi ou valeur ajoutée, soit les trois graphiques de cette section), plus la concentration est forte.

Source : COMPNET ; 10^e millésime

Emploi



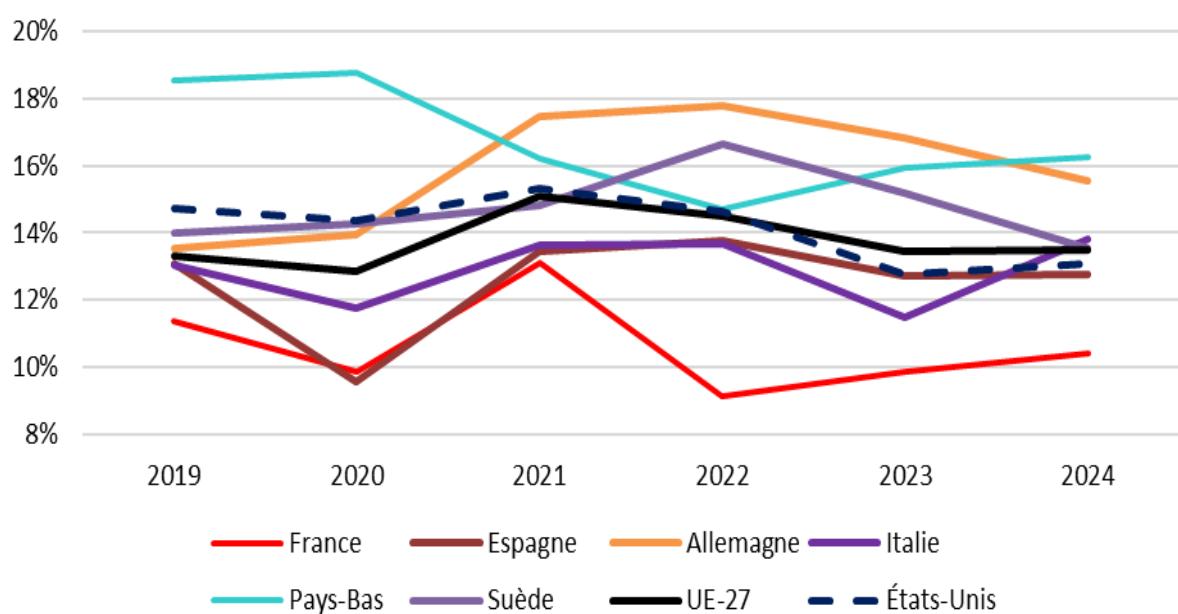
Valeur ajoutée



Source : COMPNET ; 10^e millésime

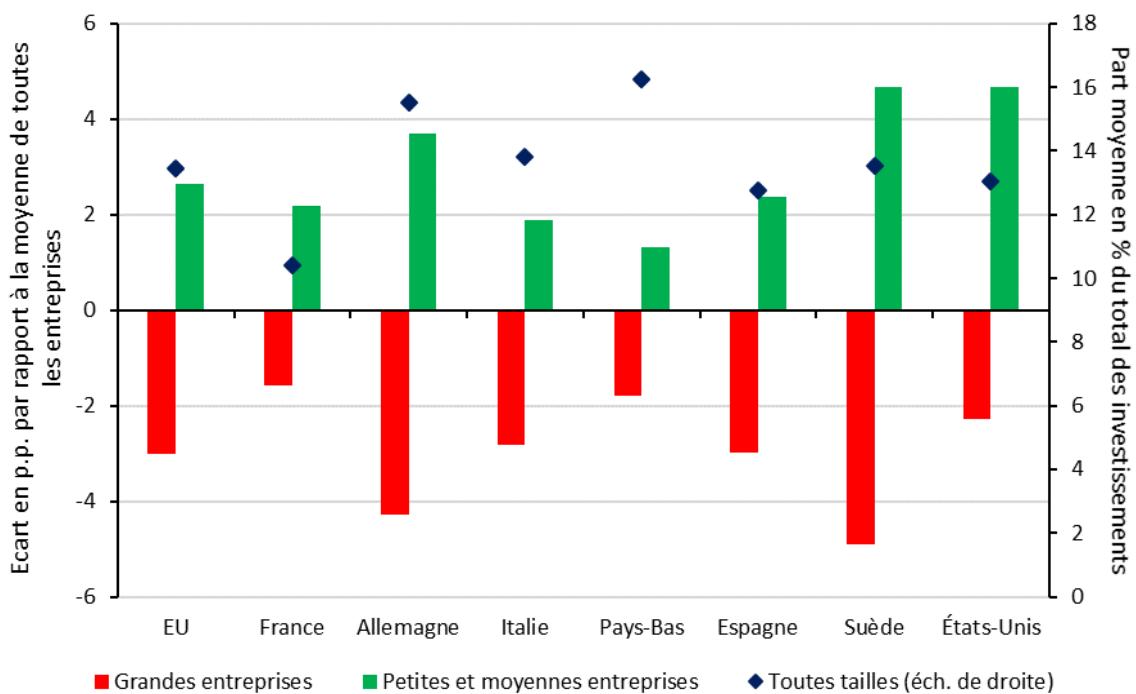
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES DANS LES TIC

58. Évolution de la part moyenne annuelle de l'investissement dans les TIC par rapport à l'investissement total déclaré par les entreprises (toutes tailles d'entreprise)



Source : Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI

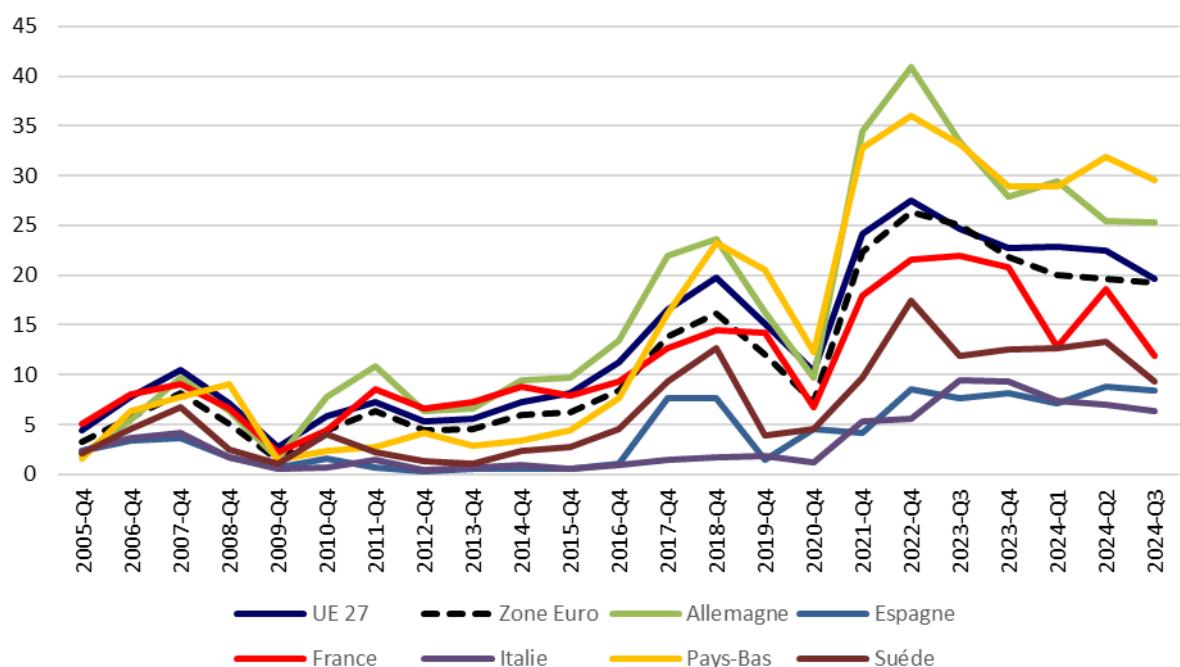
59. Part moyenne de l'investissement dans les TIC en 2023 par rapport à l'investissement total déclaré par les entreprises (par taille d'entreprise)



Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

CONTRAINTE PESANT SUR LES ENTREPRISES

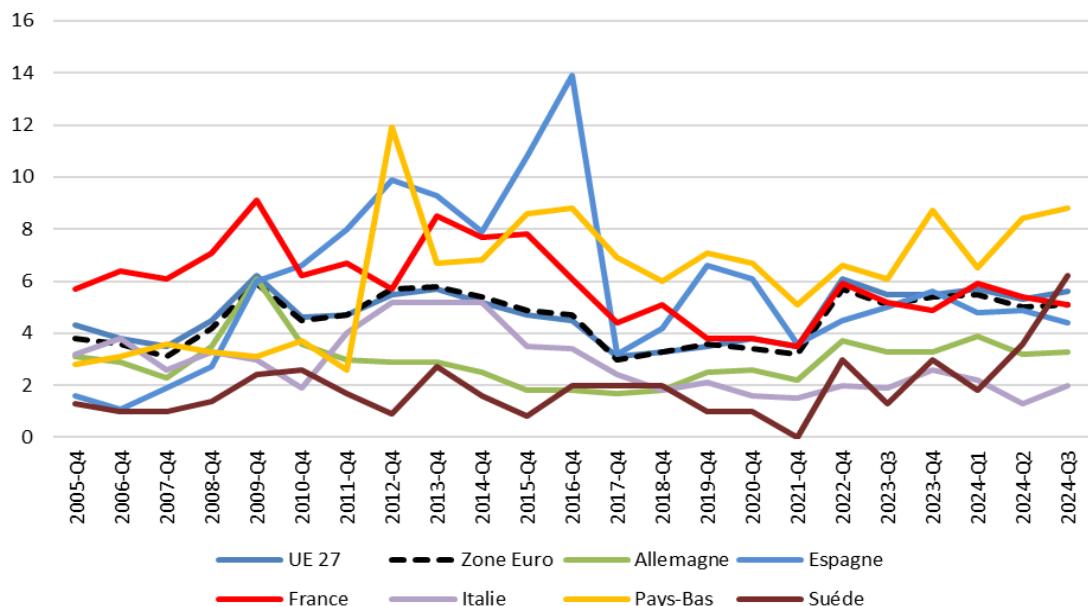
60. Part d'entreprises industrielles déclarant des pénuries de travailleurs limitant leur production



Note : la valeur retenue pour l'année t correspond à la valeur enregistrée au quatrième trimestre de l'année t.

Source : Commission européenne

61. Part d'entreprises industrielles déclarant des contraintes financières limitant leur production

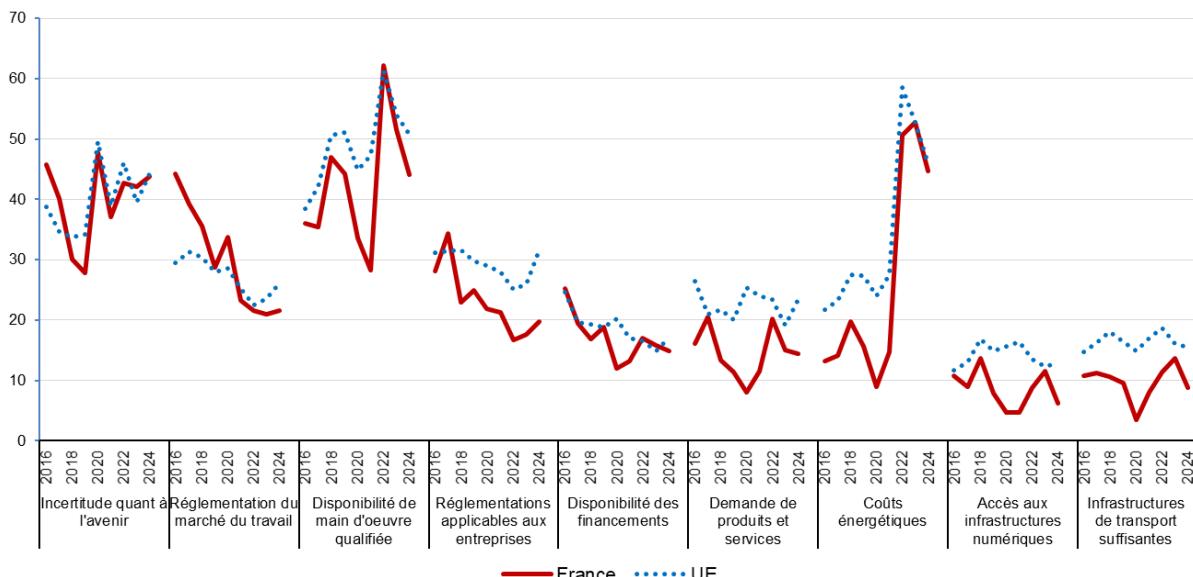


Note : la valeur retenue pour l'année t correspond à la valeur enregistrée au 4^e trimestre de l'année t.

Source : Commission européenne

62. Facteurs affectant les décisions d'investissement de long terme des entreprises françaises

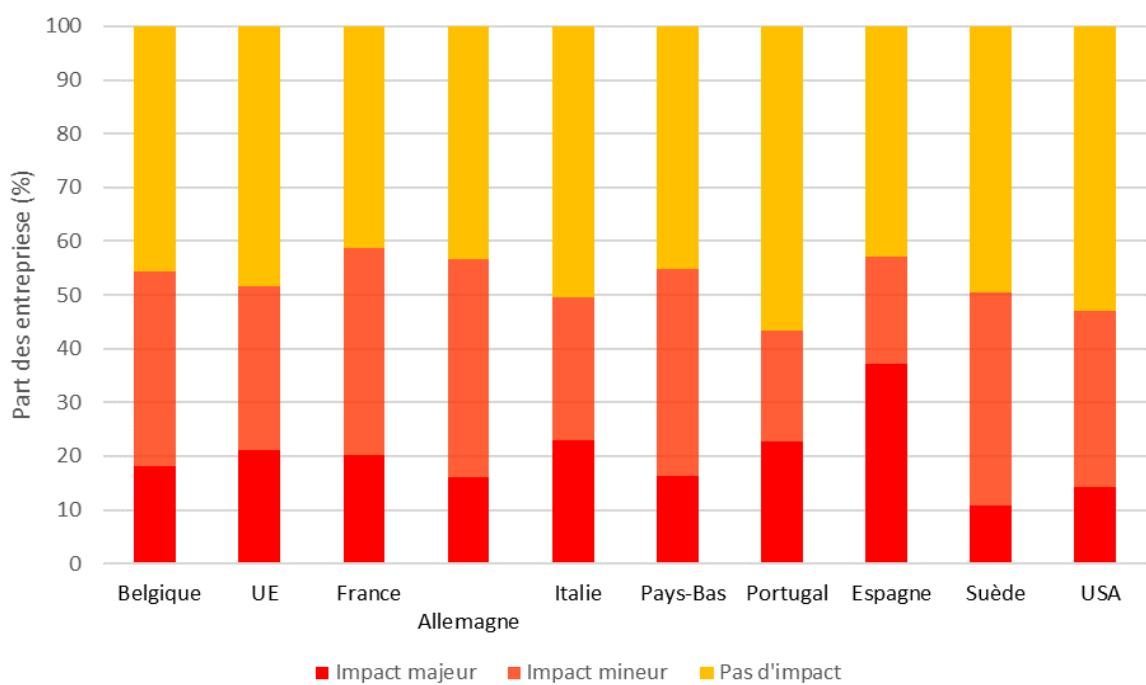
(Parts d'entreprises déclarant ces facteurs comme un obstacle majeur, comparé à la moyenne des pays de l'UE, en points de pourcentage)



Source : Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI

LES ENTREPRISES FACE AUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX

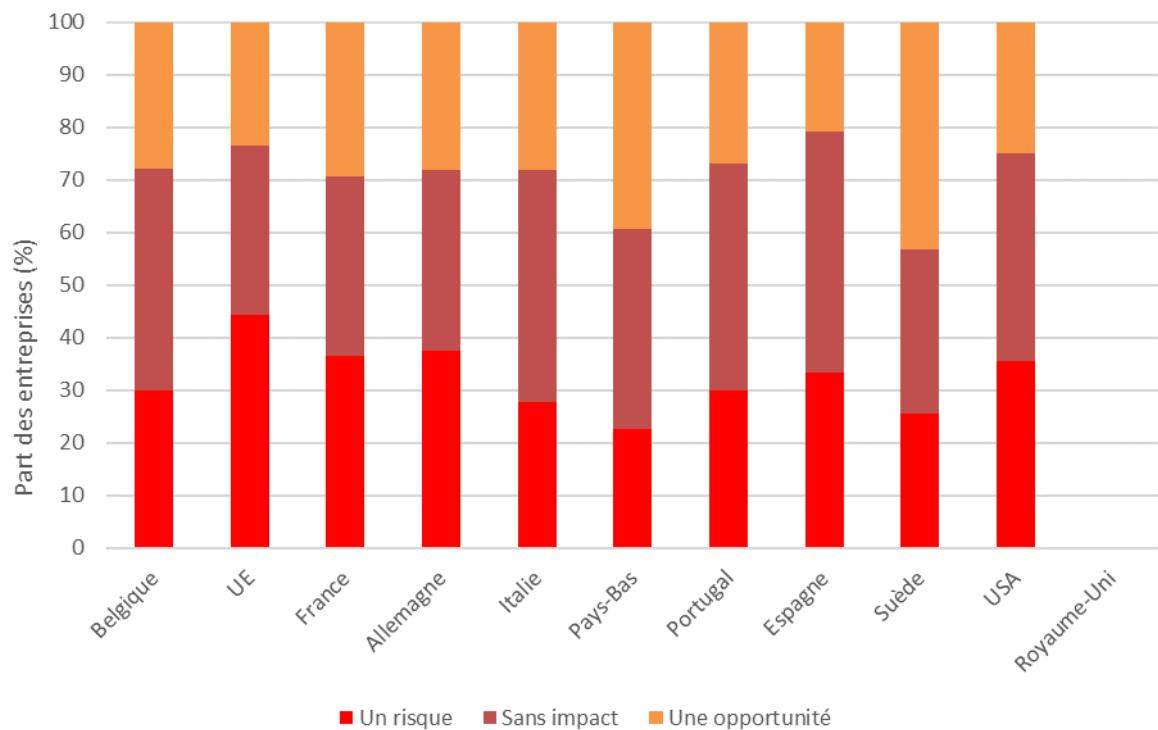
63. Impact du changement climatique et des bouleversements météorologiques qui en découlent sur l'activité de l'entreprise



Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question : « En ce qui concerne le changement climatique et les modifications des conditions météorologiques qui en découlent, diriez-vous que ces phénomènes météorologiques ont actuellement un impact majeur, mineur ou nul sur votre entreprise ? ». Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

64. Impact de la transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes sur l'entreprise au cours des cinq prochaines années

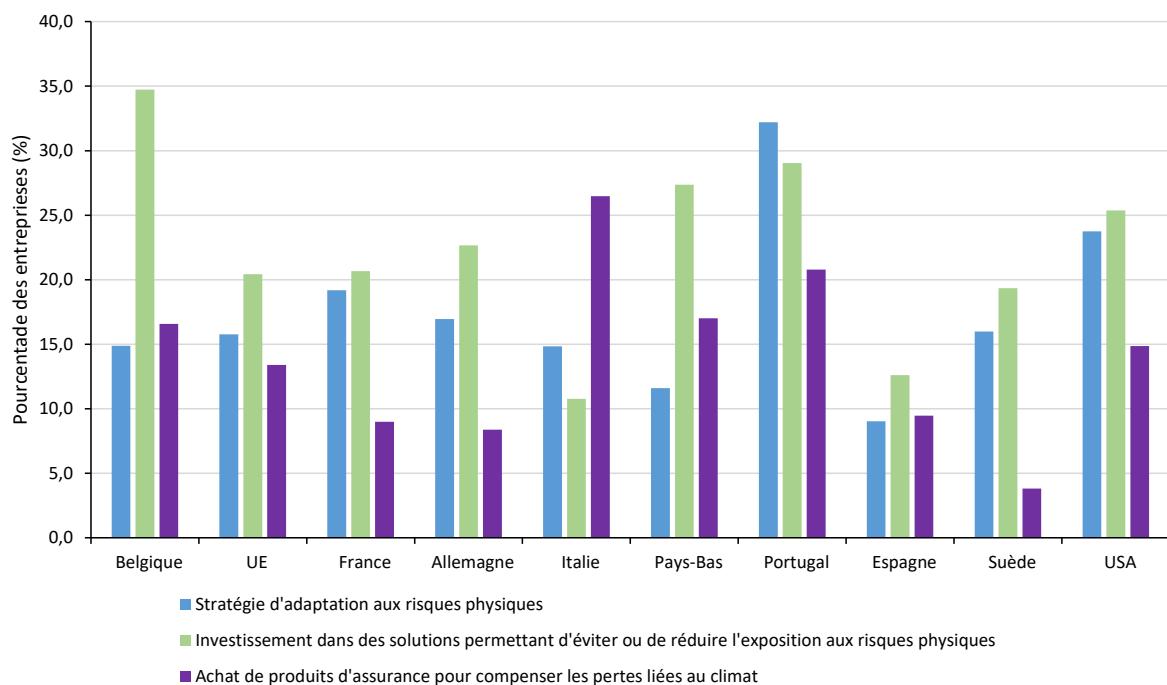


Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question suivante : « En ce qui concerne votre entreprise, quel impact pensez-vous que cette transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes aura sur votre entreprise au cours des cinq prochaines années ? ».

Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

65. Développement/investissement dans des mesures visant à renforcer la résilience aux risques physiques

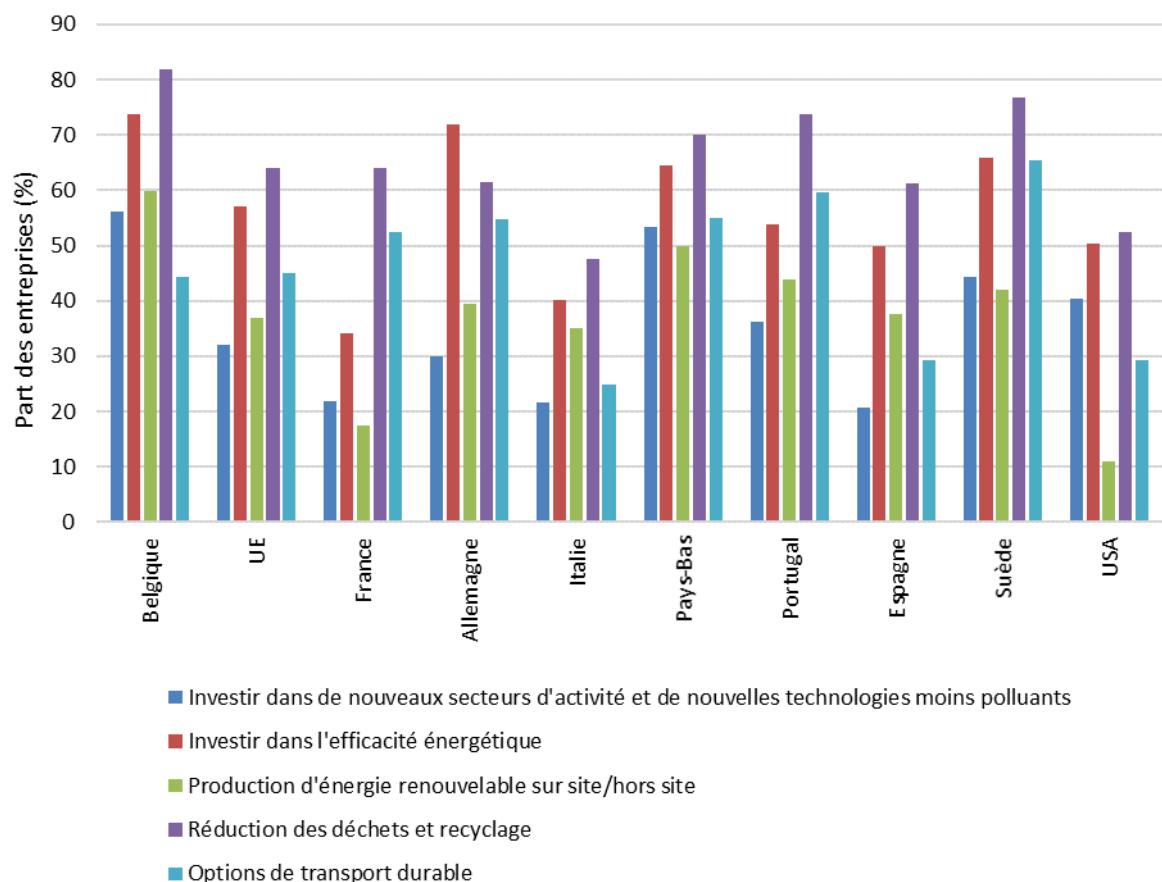


Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question suivante : « Votre entreprise a-t-elle développé ou investi dans l'une des mesures suivantes pour renforcer sa résilience face aux risques physiques qu'elle encourt en raison du changement climatique ? Par risques physiques, nous entendons l'impact du changement climatique sur votre entreprise, tel que les pertes dues à des événements climatiques extrêmes, notamment les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt ou les tempêtes, ou les changements dans les schémas météorologiques dus à l'augmentation progressive des températures et des précipitations ».

Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

66. Investissement/mise en place d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre

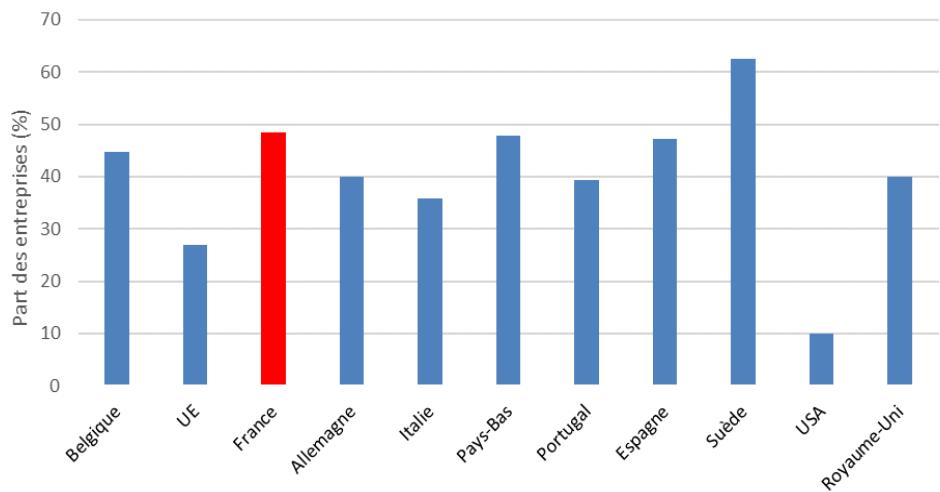


Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question suivante : « Votre entreprise investit-elle ou met-elle en œuvre l'un des éléments suivants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) : (i) Investir dans de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles technologies moins polluants ; (ii) Investir dans l'efficacité énergétique ; (iii) Production d'énergie renouvelable sur site/hors site ; (iv) Réduction des déchets et recyclage ; (v) Options de transport durable ? »

Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

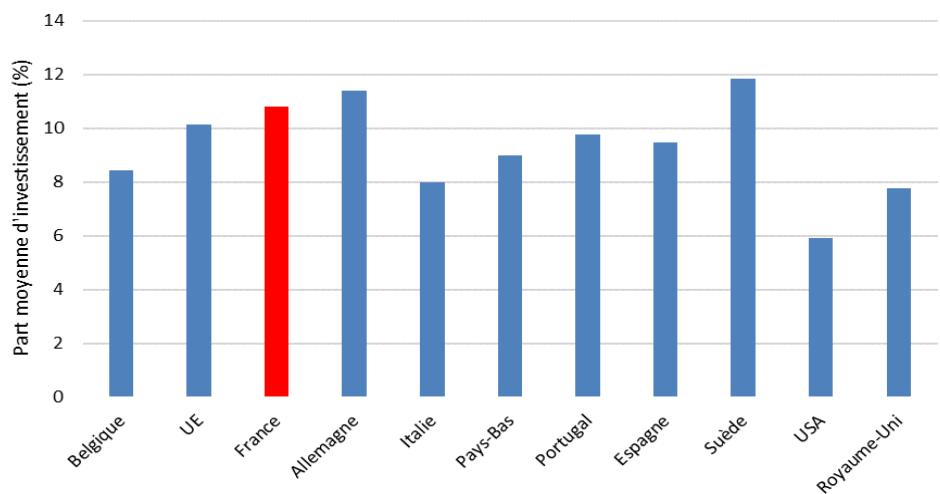
67. Proportion d'entreprises fixant et contrôlant leurs objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre



Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question suivante : « Votre entreprise fixe-t-elle des objectifs pour ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES) et en assure-t-elle le suivi ? ». Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*

68. Proportion des investissements consacrés aux mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique



Note : ce graphique illustre les réponses fournies par les entreprises à la question suivante : « Quelle proportion de l'investissement total réalisé au cours du dernier exercice financier a été principalement consacrée à des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique dans votre organisation ? »

Réponse de l'ensemble des entreprises couvertes par l'enquête (à l'exclusion des entreprises qui ne savent pas ou qui refusent de répondre).

Source : *Enquête 2024 sur l'investissement de la BEI*